

## Guerre secrète, secrets de guerre

**Francis BALACE**

*Professeur ordinaire honoraire à l'Université de Liège*

Cet pays mollement endormi sur l'oreiller des illusions engendrées par une neutralité « obligée et garantie », la Belgique n'avait guère éprouvé le besoin de se protéger après 1870 des entreprises d'espionnage – et parfois même de subversion politique interne – de ses deux grands voisins. *A fortiori*, l'idée d'aller espionner pour son propre compte leurs préparatifs militaires lui était restée étrangère. Ajoutons que la mentalité et l'éthique des officiers de carrière se rattachaient à l'héritage des traditions du passé pour faire considérer les mots *espionnage* et *espion* avec la même horreur qu'un curé en campagne devant une fornication hors mariage. L'espionnage était considéré comme une activité vile et vénale, pratiquée par des êtres tarés et amoraux. On ne pouvait alors concevoir que le sentiment patriotique puisse en être la motivation.

On se trouvait d'ailleurs devant un vide juridique, aucune disposition du code pénal ne punissant l'espionnage. On le vit bien lors de l'énorme scandale provoqué dans les années 1887-1890 par l'affaire Georges Nieter qui s'inscrivait dans le contexte de la construction des forts de la Meuse, qui déplaisait fort à la France. Journaliste fonctionnant au sein d'un « officieux » bureau de presse des Affaires étrangères et de l'Intérieur, Nieter volait de la correspondance et des documents confidentiels – comme le fameux *Mémoire sur la Défense de la Meuse* d'Émile Banning – et remettait au trouble agent secret français Adalbert Henri Coucault (dit de Mondion) qui s'en servait pour fabriquer des faux d'apparence authentique et surtout déclencher dans la presse démocratique et nationaliste française une campagne sur le thème de « la Belgique vendue à l'Allemagne » et d'un pseudo-traité secret d'alliance entre Berlin et Bruxelles. Une fois Nieter démasqué, on ne put le poursuivre (faute de législation adéquate, on ne put l'inculper que pour « vol domestique ») et le fameux

mémoire ayant été retrouvé dans la boîte aux lettres du vigoureux opposant Paul Janson, il n'y avait même plus de vol ! On recula surtout devant un scandale qui aurait rejailli sur les ministres catholiques en place, dont l'un, Thonissen, devenu gâteux, laissait traîner ou perdait les documents les plus confidentiels. On se borna donc à révoquer Nieter de ses fonctions officielles pour violation du secret professionnel. Le sort de Foucault fut plus tragique. À la fin de l'équipée boulangiste, la justice française, pour déshonorer l'ancien ministre de la Guerre, l'accusa d'avoir dilapidé 32 000 francs-or des fonds secrets. Pour se disculper, Boulanger fournit des reçus de Foucault pour cette somme employée à une mission secrète, faisant ainsi de Foucault un agent brûlé. Ayant refusé de remettre des documents qu'il détenait et annoncé imprudemment qu'il entamait la rédaction de ses mémoires, Foucault fut empoisonné en 1894 par sa cuisinière qui disparut en emportant tous ses papiers. Les « polices parallèles » s'entendaient à éliminer les gêneurs, de Foucault à Syveton en passant par Zola... Les activités secrètes françaises en Belgique s'étaient intensifiées depuis 1887 (menace de guerre franco-allemande avec l'affaire Schnæbelé), incluant même l'achat d'un hôtel à Bruxelles pour abriter les agents chargés de relayer les informations venant d'Alsace-Moselle. Espionner en Belgique était un tel secret de polichinelle que le très antimilitariste Georges Darien (auteur de *Biribi*) y consacra de nombreuses pages de son roman à clé *L'Épaulette*.

Être renseigné sur ses ennemis potentiels restait pour la Belgique une activité encore assez floue. Le 28 octobre 1887, le ministre de la Guerre avait créé au sein du Corps spécial d'État-Major une 3<sup>e</sup> section « Renseignements » mais l'opposition personnelle de Léopold II à une réorganisation globale des services fit avorter ce projet. Le renseignement sur les armées étrangères continua donc longtemps à dépendre du modeste 6<sup>e</sup> Bureau de la 1<sup>re</sup> Direction du ministère. Ce n'est qu'avec la création, par arrêté royal du 26 juin 1910, de l'État-Major général de l'Armée (EMGA) qu'on le dota, par analogie avec la France, d'un Deuxième Bureau. Le 12 mai 1911, ce dernier devint la 2<sup>e</sup> Section de l'EMGA et le nouveau règlement d'emploi envisageant les trois possibilités d'une guerre avec la France, l'Allemagne, voire les Pays-Bas, fut le premier texte à prévoir de façon explicite « l'organisation pour chaque cas des services d'espionnage et de contre-espionnage ». En mars 1912, l'ancien 6<sup>e</sup> Bureau (« Armées étrangères ») du ministère fusionna avec la 2<sup>e</sup> Section de l'EMGA.

### « Au Rendez-

L'absence de tout pour les services politique de défen du pays, ses axes La abondamment bataille aux bellig Mais c'était aussi champ clos sur le de collecte de renseignements de l'adversaire.

On ne s'en cachait allemandes de re tir d'Anvers sous l' espion expulsé de cédé, il publiait ou recherchant des augmenter leurs articles militaires Il y avait dans la Liège d'important biens commerciaux les activités de co ne pas parler des rôdant autour des emplacement était tration et ouvrages conflit ou immédi ciers de réserve a avaient reçu des ensuite dans divers compatriotes, cor la rue de la Régé Puis il y eut les « aérostriers allemand par hasard au mil vier 1914, on arrê contre la Belgique femmes pour pho adéquate, on dut s compatriotes – si de corrompre des

### « Au Rendez-Vous des Espions »

L'absence de toute législation répressive belge était pain béni pour les services étrangers recherchant des informations sur la politique de défense belge, ses moyens militaires, la topographie du pays, ses axes de pénétration pour le cas où, comme l'Histoire l'a abondamment démontré, le territoire servirait de champ de bataille aux belligérants, que l'État belge en fasse ou non partie. Mais c'était aussi, comme tous les pays neutres, un magnifique champ clos sur lequel déployer ses propres activités d'espionnage, de collecte de renseignements et de « coups tordus » au détriment de l'adversaire.

On ne s'en cachait guère. De notoriété publique, les activités allemandes de renseignement opéraient vers 1905-1906 à partir d'Anvers sous la conduite du journaliste belge Pierre Theisen, espion expulsé de France dès juillet 1901. Usant d'un vieux procédé, il publiait ouvertement dans la presse des petites annonces recherchant des militaires « copistes et archivistes » disposés à augmenter leurs revenus en publiant contre rémunération des articles militaires techniques à adresser à Anvers, poste restante. Il y avait dans la métropole scaldéenne et dans la province de Liège d'importantes colonies de ressortissants allemands et les liens commerciaux et économiques avec le Reich favorisaient les activités de commis-voyageurs quelque peu spéciaux, pour ne pas parler des « touristes » à vélo, à moto ou en automobile rôdant autour des fortifications, se procurant des cartes où leur emplacement était détaillé ou vérifiant l'état des voies de pénétration et ouvrages d'art. Diverses affaires élucidées au début du conflit ou immédiatement après montreront que nombre d'officiers de réserve allemands se rendant en Belgique ou y résidant avaient reçu des missions d'information précises, centralisées ensuite dans diverses maisons de commerce exploitées par des compatriotes, comme la bonneterie *Au Prince de Galles (sic)* de la rue de la Régence et le magasin de lingerie Litzuler à Liège. Puis il y eut les « dérives » de ballons montés par des officiers aérostatiers allemands obligés de se poser sur le sol belge, comme par hasard au milieu de la Position fortifiée de Namur. En janvier 1914, on arrêta à Bruxelles l'espion Hans Bellinger, opérant contre la Belgique et la France, qui avoua que l'on employait des femmes pour photographier les forts ; mais faute de législation adéquate, on dut se contenter de l'expulser, tout comme un de ses compatriotes – signalé par les Français aux Belges – qui essayait de corrompre des militaires du champ d'aviation de Brasschaet.

Il faut bien dire qu'à la veille de la guerre, il y avait à la Légation de France une véritable hystérie antibelge. Le ministre de France Klobukowski et son attaché militaire le commandant Génie ne cessaient de bombarder Paris de rapports alarmistes, hostiles à Albert I<sup>er</sup>, au gouvernement catholique au pouvoir et aux plus hautes sphères de l'État-Major belge, accusés à jet continu d'être des admirateurs béats du Reich et de son armée et de se préparer à agir, en cas de guerre franco-allemande, de connivence avec Berlin. C'était une vieille habitude : Duruy, prédécesseur de Génie, n'avait pas hésité en 1910 à faire parvenir à Paris les noms d'officiers supérieurs belges qu'il accusait, selon ses « renseignements particuliers » (complètement fantaisistes) d'être « à la solde » de l'Allemagne.

Les services français avaient été dissous en 1899 à la suite de leur implication dans l'affaire Dreyfus. Le contre-espionnage fut confié à la Sûreté et ce n'est qu'aux environs de 1905 qu'un service de renseignements (désormais abrégé SR) militaire fut discrètement reconstitué. Les Français, pour la réalisation de leurs plans d'opération XV, XVI et XVII, s'intéressaient très fort à la Belgique dans le cas où ils y effectueraient une action préventive – action à laquelle Joffre ne renoncera que sous la forte pression des Britanniques affirmant que si l'armée française entrait la première sur le sol belge, il n'y aurait plus d'Entente cordiale qui vaille. Eux aussi cherchaient des renseignements par tous les moyens, soit en cultivant l'amitié d'officiers belges francophiles, de tendance anticléricale et « sous l'influence des sociétés secrètes » (*sic*), soit en effectuant des reconnaissances directes. On fit grand cas de reconnaissances automobiles effectuées en février et septembre 1912 par des officiers du 2<sup>e</sup> Bureau (Barthélemy, Duchêne et Auden) et un trio de haut vol (le général Taufflieb, le colonel Picard et le lieutenant-colonel Delcom) pour s'informer des axes de pénétration allemands éventuels, du champ d'aviation de Kiewit et des nouvelles fortifications d'Anvers. Ces deux reconnaissances furent repérées et filées par la gendarmerie belge, le colonel Picard tomba malade à Namur et la presse s'empara de l'affaire. De surcroît, des avions français provenant de Maubeuge survolaient fréquemment le territoire. En janvier 1914, alors que le ministre de la Justice belge et ses collègues de la Guerre et des Affaires étrangères préparaient enfin un projet de loi réprimant l'espionnage, la presse gouvernementale, à la grande irritation de Génie, publia plusieurs articles liant le projet à l'émotion soulevée par les automobiles françaises et les ballons allemands.

Génie n'hési  
 19<sup>e</sup> Siècle au r  
 taire du minis  
 gée de ce dern  
 suadé que la  
 grand que l'Al  
 parviendrait s  
 telle ne barran  
 collègues offic  
 presse officieu  
 avoir tenté pe  
 ciers francs-m  
 de Collon » (c  
 taire à Paris, f  
 Berlin et Mato  
 qu'accordait ex  
 première main  
 de mal à se fai  
 des rapports c  
 SR français.

C'est partielle  
 célèbre, et rest  
 2<sup>e</sup> Bureau avait  
 émaner d'un c  
 passe-droit, de  
 importance. A  
 capitaine Lamb  
 sente la tête en  
 somme de 60  
 des zones de c  
 premières mou  
 Belgique. À Pa  
 tion » ayant po  
 belge la premiè  
 vengeur ne fut  
 la réception d'a  
 triera, en 1913  
 quant les rensei  
 Nancy et Belfor

la Belgique, elle  
 sur instruction

Belge n'hésitait pas à attribuer la paternité des articles du *Siècle* au major Auguste Collon, ancien chef du cabinet militaire du ministre Charles de Broqueville. Créature politique protégée de ce dernier qui l'avait fait nommer major, Collon était persuadé que la France constituait pour la Belgique un danger plus grand que l'Allemagne, parce qu'un raid parti de Lille ou Maubeuge parviendrait sans encombre à Bruxelles, aucune coupure naturelle ne barrant le chemin. Il était assez mal vu de nombre de ses collègues officiers pour ses articles francophobes publiés dans la presse officieuse sous le pseudonyme *Græninghe* et surtout pour avoir tenté pendant son séjour au ministère de fichier les officiers francs-maçons. On se débarrassa en 1913 de « cet animal de Collon » (comme l'appelait le roi) en le nommant attaché militaire à Paris, fonction de toute nouvelle création (avec Mélotte à Berlin et Maton à Londres) qui montre bien l'importance nouvelle qu'accordait enfin le gouvernement belge aux renseignements de première main. Collon, suspecté de francophobie, aura beaucoup de mal à se faire agréer par les autorités militaires et à entretenir des rapports cordiaux avec le colonel Charles Dupont, patron du SR français.

C'est partiellement en Belgique que s'était déroulé un épisode célèbre, et resté non élucidé, de la *guerre de l'ombre*. De Liège, le 2<sup>e</sup> Bureau avait reçu début 1905 des lettres mystérieuses censées émaner d'un officier allemand qui offrait, pour se venger d'un passe-droit, de remettre des documents militaires de première importance. À trois reprises – à Paris, à Bruxelles et à Nice – le capitaine Lambling du 2<sup>e</sup> Bureau rencontre *le Vengeur*, qui se présente la tête entourée de bandages, et qui moyennant la coquette somme de 60 000 francs-or lui remet des documents et des cartes des zones de concentration allemandes, correspondant à une des premières moutures du fameux plan Schlieffen de passage par la Belgique. À Paris, l'État-Major croit à une tentative d'« intoxication » ayant pour but de pousser la France à violer la neutralité belge la première. En dépit de diverses hypothèses, l'identité du *Vengeur* ne fut jamais élucidée. Notons toutefois qu'à la suite de la réception d'autres documents et de reconnaissances, la France créera, en 1913 seulement, un poste SR situé à Mézières et centralisant les renseignements sur la Belgique, complétant les postes de Nancy et Belfort dirigés sur l'Allemagne.

La Belgique, elle, n'a pas de véritable SR extérieur. Il y avait bien eu, sur instructions *verbales*, un vague réseau organisé vers 1898 par

notre consul-général à Cologne Cartuyvels et le consul de Tourcoing Thaune, le réseau de ce dernier ayant été réactivé aux alentours de 1909 à la demande du général Hellebaut. Mais surtout, il y a l'extraordinaire toile d'araignée des liens familiaux de la dynastie. Nous ne décrivons pas les offres d'alliance, assorties de promesses d'annexions territoriales faites par le Kaiser Guillaume II à Léopold II début 1904 et à Albert I<sup>er</sup> en 1913. Il est plus que certain que ce dernier avait reçu des informations assez précises sur les premières versions du plan Schlieffen. Elles provenaient de son beau-frère le prince Charles-Antoine de Hohenzollern-Sigmaringen, qui servait au *Grossgeneralstab* et était l'époux de sa sœur Joséphine. On sait qu'il avait d'abord été question de violer essentiellement le territoire des Pays-Bas et de ne se rabattre qu'ensuite en Belgique, pour ne pas avoir à s'inquiéter de la Position fortifiée de Liège qu'on se contenterait de « masquer » avec quatre brigades de *Landwehr* (formation de rappelés). L'Allemagne renoncera à ce plan sous la pression des milieux économiques soulignant combien l'usage des ports neutres d'Amsterdam et Rotterdam et des chemins de fer néerlandais serait indispensable au ravitaillement des usines et de la population en cas de blocus britannique. En décembre 1912, le roi Albert I<sup>er</sup> confie au baron van der Elst qu'il est renseigné « depuis longtemps » par son beau-frère. Ce dernier craignait-il d'en avoir trop dit ? Il semble bien effet que le roi et par conséquent le commandement de l'armée en seraient restés à des versions dépassées du plan Schlieffen. Début 1914, le conseiller militaire du souverain, le futur général Émile Galet, envisage une action basée sur la contre-offensive « surtout si l'Allemagne nous fait l'affront de ne nous opposer que des formations de *Landwehr* ». C'est l'opinion courante. À Paris, s'il faut en croire les carnets du colonel Dupont, Collon aurait piqué une colère, parce qu'une revue militaire avait publié que l'Allemagne n'envahirait la Belgique qu'avec quatre divisions de réserve et donc de *Landwehr*. Excédé, Dupont lui aurait répondu que quatre divisions de ce type, c'était encore trop beau « pour des gens qui ne veulent pas se battre » (*sic*).

Les premières instructions belges résultant du règlement du 12 mai 1911 datent d'environ 1912 et sont parfois très naïves. On prévoyait en effet d'expédier, en période de crise internationale, un officier en civil rôder à Cologne et à Coblenz auprès des casernes, surtout celles d'artillerie. Dès qu'il aurait constaté que cette dernière, plus lente, s'était mise en marche pour parcourir une bonne centaine de kilomètres, il pourrait faire déclencher à loisir la mobilisation des troupes de défense des intervalles des forts par un coup de téléphone (à moins bien sûr qu'il n'ait eu

arrêté sur-le-champ encore à une guerre et on n'avait guère plus près de la Position à Sourbrodt et à *Handstreich* (le « c

Restait à l'État-Major surveillance et de de la neutralité et de Eaux et Forêts, il a du 25 mars 1896, modèle français de projet avait été tor entre les ministères lequel payerait les p étaient du manque cas d'escarmouches place les éléments renseignement et n leur interdit de fra que l'invasion du t porte ouverte à des TEMGA en juin 191 Section. Puis vint chef d'État-Major A de Ryckel. Ce dernier région frontrière, re van rideau d'éléme sances par l'armée p ance du transit des part des 300 petits Pour la frontière fra de monter tout un r es nombreux ancie Calais.

### On improvise !

Parallèlement à l'er en 1913 d'affecter s tats-majors des gran commandant AEM

arrêté sur-le-champ !). En dépit de divers cris d'alarme, on croyait encore à une guerre « classique » avec un siège de Liège en règle et on n'avait guère pris en compte la concentration éventuelle, au plus près de la Position fortifiée de Liège (désormais abrégée PFL), à Sourbrodt et à Elsenborn, des brigades chargées de réaliser le *Handstreich* (le « coup de main ») sur Liège.

Restait à l'État-Major belge une dernière carte : le SSRF (Service de surveillance et de renseignement aux frontières). Biface au nom de la neutralité et composé de gendarmes, douaniers et gardes des Eaux et Forêts, il avait été créé par un arrêté royal « confidentiel » du 25 mars 1896, lui-même héritier d'un projet calqué sur un modèle français de militarisation des douaniers et forestiers. Ce projet avait été torpillé trois ans auparavant par une mésentente entre les ministères belges concernés sur la question de savoir lequel payerait les pensions. Pour leur part, les militaires s'inquiétaient du manque de préparation des douaniers et forestiers en cas d'escarmouches. En décembre 1899, on décide de laisser en place les éléments du SSRF pour des missions exclusivement de renseignement et non de combat. En 1907, le général Hellebaut leur interdit de franchir la frontière *du moins en uniforme* avant que l'invasion du territoire ne soit constatée, ce qui laissait la porte ouverte à des missions d'ordre plus secret. La création de l'EMGA en juin 1910 fera affecter le SSRF au 2<sup>e</sup> Bureau, puis à la 2<sup>e</sup> Section. Puis vinrent, peu avant le conflit, les disputes entre le chef d'État-Major Antonin de Selliers de Moranville et le sous-chef de Ryckel. Ce dernier, voulant agir avec le gros des forces dans la région frontière, refusait de laisser l'armée se mobiliser derrière « un rideau d'éléments hétérogènes », faire effectuer les reconnaissances par l'armée proprement dite et limiter le SSRF à la surveillance du transit des personnes. Il n'en reste pas moins que la plupart des 300 petits postes SSRF étaient tournés vers l'Allemagne. Pour la frontière franco-belge, Collon avait entrepris depuis Paris de monter tout un réseau reposant sur des associations groupant les nombreux anciens militaires belges vivant dans le Nord-Pas de Calais.

### *On improvise !*

Parallèlement à l'envoi d'attachés militaires, on avait décidé en 1913 d'affecter un « officier de renseignement » auprès des états-majors des grandes unités. Début 1914, il n'y en avait qu'un, le commandant AEM Jean de Lannoy, affecté à la PFL et au QG

de la 3<sup>e</sup> division d'armée (désormais abrégée 3<sup>e</sup> DA) si elle était affectée à la défense de Liège. Se méfiant lui aussi du SSRF, qui était pourtant sous la responsabilité de Jean de Lannoy, le général Lemans, dès sa prise de fonctions à Liège en janvier 1914 avait ordonné de créer au sein du 2<sup>e</sup> lanciers des détachements de reconnaissance de la Position fortifiée de Liège (DR/PFL) par prélèvement de quatre pelotons de 24 hommes, à l'équipement allégé et dotés de pigeons, sur chacun des quatre escadrons du régiment. Ils étaient fortement encadrés – pas moins de 19 officiers – car ils étaient chargés du contrôle et de la vérification des informations fournies par le SSRF. Un sous-officier germanophone du 2<sup>e</sup> lanciers, Krantz, qui avait des parents de l'autre côté de la frontière, était employé par Lannoy, recevant force permissions pour aller recueillir des renseignements. Les querelles de personnes au sein de l'EMGA expliquent qu'à la mi-avril 1914 les instructions sur l'emploi du SSRF étaient toujours en discussion, de même que les fameux services « d'espionnage et de contre-espionnage » prévus sur le papier depuis mai 1911.

Rappelons que si l'on est à peu près certain d'une menace allemande, on reste à quia quant aux intentions de la France. Pour leur part, les Britanniques, qui avaient promis leur soutien à la neutralité belge lors des célèbres entretiens Barnardiston-Ducarne, laissaient maintenant entendre qu'au besoin ils se passeraient de la permission des Belges pour débarquer leur armée sur notre littoral. Mais depuis des années, tant le roi que les divers états-majors belges continuent à croire à une invasion allemande tentant de tourner la PFL via les Pays-Bas. C'est ce qui explique que Lannoy ait eu recours à un groupe de motocyclistes volontaires, recruté par Albert Snyers qui avait en 1913 organisé une course autour des forts de la PFL. Constitué le 30 juillet, le groupe de Snyers effectua diverses missions au Limbourg néerlandais, son chef essayant même – en vain, on s'en doute – d'obtenir la coopération du colonel van Alphen qui commandait à Maastricht. Nommé sous-lieutenant auxiliaire à la mobilisation officielle, Snyers avait installé deux postes d'observation à Baelen et Ster qui ne franchissent pas la frontière et quatre postes en territoire hollandais (Sittard, Kerkrade, Vaals et Maastricht), avec pour chacun un motocycliste en civil établissant par pigeon le contact avec Liège ou directement avec les reconnaissances de cavalerie de Kanne et Gemmenich. Ces dernières improviseront, comme nous allons le voir, en recrutant plutôt sur place des volontaires civils et des fraudeurs. Les hommes de Snyers rejoindront par la suite les formations improvisées de volontaires qui, sous les ordres du général

De Schepper, se  
Limbourg belge.

Le SSRF est, lui, j  
unités d'active, a  
situation immin  
tiers) commence  
jours de juillet. L  
grés à l'armée tan  
locales, occupent  
long de cette dern  
brigade de Gemm  
trètes en civil au  
et en Allemagne.

Ce même 28 juillet  
tiers qui remplaça  
Les quatre DR/PFL  
la mobilisation gé  
d'avance sur l'Alle  
Baesens part pour  
Sur place, il recrute  
Bas. Dans la nuit  
prendre, la volatilis  
7 h, l'état-major de  
mission face aux Pa  
allemande depuis B  
sur Mortroux en ga  
meunier de Berneau

Le 2<sup>e</sup> DR/PFL du ch  
de se porter à Gem  
des Pays-Bas et la ro  
avec le SSRF qui sign  
et lui demande de s  
communiqué le 3 août à  
la frontière à Welke  
postes de gendarme  
major communique  
peloton est désorma  
inexplicable (à l'époq  
qui annonce la violati  
Selliens étant le prem  
bloqué par l'avancée e

Vivre la guerre  
à Liège et en  
Wallonie

1914-1918

Liège et en Wallonie

et constate le matin du 6 août l'échec des Allemands dans les intervalles des forts : reflux de fuyards, traînards et blessés, au point que les Allemands creusent des tranchées sur la crête de la Gulpe et à l'ouest de Hombourg. Pour tenter de rejoindre l'armée en Hesbaya, Selliers va tenter dans la nuit du 8 août d'atteindre la Meuse et de la franchir à gué au nord d'Oost-Maerland, quitte à écorner un peu le territoire des Pays-Bas. Déviant de sa route dans l'obscurité, le peloton sera intercepté par les patrouilles hollandaises et conduit à Eysden. Sur ordre de l'état-major de Maestricht et de celui de La Haye, il sera désarmé et interné.

Le 3<sup>e</sup> DR du lieutenant Istasse avait reçu l'ordre de pousser en direction d'Eupen et, avec son poste de commandement à Baelen, de tendre un rideau de cavaliers dans la zone entre la frontière allemande et la ligne Welkenraedt-Baelen-Membach. Lui aussi utilise des espions en civil fournis par la gendarmerie de Dolhain et même madame Demolin, épouse du pharmacien de Montzen, qui accepte de se rendre à Aix-la-Chapelle et à son retour de transmettre par téléphone des informations au lieutenant. Dans la nuit du 3 au 4 août, ce dernier doit lui aussi constater la disparition du SSRF. L'importance des forces d'invasion coupant peu à peu tous les itinéraires de repli, Istasse va payer d'audace en piquant vers l'Ourthe puis Soheit-Tinlot et en finissant par passer la Meuse à Sclayn, rejoignant les lignes belges le 8 août, puis le 2<sup>e</sup> lanciers le 11 août après un extraordinaire et fort aventureux périple où il a réussi l'exploit de ne perdre ni un homme ni un cheval, ce qui lui vaudra la Croix de l'ordre de Léopold.

Le 4<sup>e</sup> DR (avec le lieutenant de Menten de Horne) a – nouvelle confirmation de l'obsession d'un débordement via les Pays-Bas – été expédié vers Kanne et Vroenhoven. Il collabore avec douaniers et gendarmes, obtenant même l'aide du bourgmestre de Kanne qui met à sa disposition pour un service d'espionnage à vélo quelques fraudeurs et contrebandiers professionnels (*sic*). Du central de Tongres, Menten signalera dans la nuit du 4 au 5 août la construction d'un pont de bateaux à Lixhe, ce qui permet aux canons du fort de Pontisse de le pulvériser. Sans encombre, sa zone étant encore vide d'ennemis, le 4<sup>e</sup> DR rejoindra Liège le 5 août à 7 h.

Quant au gros du régiment, fort de deux groupes de deux escadrons chacun, il a quitté Liège à l'aube du 5 août, pour aller occuper les cantonnements de guerre, prévus en cas de mobilisation, à Milmort et à Vottem. Croyant toujours à un débordement par le nord, l'état-major fait renforcer les lanciers par une compagnie

de carabini  
SEM Dem  
partir vers  
de la fronti  
dans ses ca  
escadrons,  
rideau de s  
purement r  
et non à cel

À Liège coe  
et de fourm  
septembre  
cyclistes de  
niers. Au be  
nal de la ga  
« oublié » d  
alors en rec

### Un beau

Le 1<sup>er</sup> août  
belge décr  
2<sup>e</sup> Section  
Joseph Ma  
nage et de  
civil, d'indi  
doute) et d  
est bien ten  
l'espionnag  
maximum)

Dans l'effe  
aisément d  
de Bruxelles  
quadragena  
vouloir ser  
1873, il éta  
fesseur uni  
de son nor  
seurs à pie  
l'armée cru  
raisons mo

de carabiniers-cyclistes rappelés sous les ordres du commandant AEM Demolin. Les ordres transmis au colonel Cumont sont de se porter vers Maestricht et de s'opposer par le feu à une violation de la frontière. Le 2<sup>e</sup> lanciers s'y installe en défensive puis rentrera dans ses cantonnements où il recevra le 4 août, pour chacun de ses escadrons, les ordres définitifs d'opérations et d'installation d'un réseau de surveillance devant les intervalles des forts, missions purement militaires qui appartiennent à l'histoire de la cavalerie et non à celle de l'espionnage.

À Liège coexistent donc trois systèmes de « sonnettes d'alarme » et de fournisseurs de renseignements tactiques : le SSRF passé en septembre 1913 sous la direction de Jean de Lannoy, les motocyclistes de Snyers qui dépendent de lui et les DR/PFL du 2<sup>e</sup> lanciers. Au besoin, on pouvait utiliser l'escadron de chasseurs à cheval de la garde civique de Liège, pour lequel on avait cependant « oublié » de prévoir des missions avant août 1914 et qu'on enverra alors en reconnaissance à Visé et sur le plateau condruzien.

### *Un beau sac de nœuds*

Le 1<sup>er</sup> août 1914, jour d'application de la mobilisation générale belge décrétée la veille, on passe à l'organisation hâtive, par la 2<sup>e</sup> Section (major AEM Joseph Christophe, commandants AEM Joseph Mage et Jean Schmit), d'une ébauche de service d'espionnage et de contre-espionnage qui serait composé de gendarmes en civil, d'indicateurs de la Gendarmerie (de peu de moralité, on s'en doute) et d'agents civils recrutés au petit bonheur. Le 4 août – il est bien temps – on a voté dans l'urgence le projet de loi réprimant l'espionnage, mais en maintenant par erreur les sanctions (20 ans maximum) prévues en temps de paix.

Dans l'effervescence des premiers jours d'août, le chaudron peut aisément déborder. Le 2 août s'est présenté, envoyé par la place de Bruxelles auprès du commandant Mage de la 2<sup>e</sup> Section, un quadragénaire fort replet, Charles Arthur Troupin, qui a déclaré vouloir servir comme « détective militaire ». Né à Liège en février 1873, il était par sa mère le petit-fils de l'illustre botaniste et professeur universitaire Charles Morren et par conséquent le neveu de son non moins célèbre fils et successeur. Engagé au 3<sup>e</sup> chasseurs à pied en 1889, il avait atteint le grade de sergent quand l'armée crut devoir, en 1898, se passer de ses services pour des raisons morales et d'instabilité mentale. Servant ensuite comme

mercenaire dans la KNIL (les troupes coloniales des Indes néerlandaises) puis au Congo, on le retrouve en 1905 à l'Exposition universelle de Liège comme agent de la Croix-Rouge. Il s'installe à Bruxelles, boulevard du Nord, et exerce divers métiers : publiciste, délégué d'une firme internationale de désinfection, secrétaire d'un Syndicat des locataires, « affilié au Parti Libéral » (sic). Le commissariat de son quartier le surveillait de près pour sa moralité douteuse et des questions de mœurs, se rattachant sans doute à ce que le code appelait « vagabondage spécial ». Avant d'avoir réclamé la coquette somme de 1 500 francs-or par mois pour ses services, il est poliment éconduit par le major Christophe mais il va réussir, au prix de recommandations, à se faire couvrir par le ministère de la Guerre dont le chef de cabinet militaire, le colonel Wielemans, fait savoir à la 2<sup>e</sup> Section « qu'il n'y a aucun inconvénient à donner à Mr. Troupin les appuis que l'EMA juge nécessaires ». Et voici le pittoresque personnage muni par le commandant Schmit d'un viatique de 500 francs-or, d'accréditations et d'un laissez-passer signé par le futur ministre de la Guerre De Ceuninck en personne. Ses instructions l'envoient reconnaître au plus tôt la région Verviers-Welkenraedt-Jalhay-Spa-Stavelot-Houffalize, au grand-duché de Luxembourg celle de Trois-Vierges et en Allemagne Malmedy, Waimes et Saint-Vith. Cette mission a été fixée le 2 août, rappelons-le.

Mais il faut aussi se souvenir qu'en dépit des réclamations du général Leman, il n'existait aucun réseau de télégraphe et de téléphone réservé exclusivement aux besoins de l'armée et « sécurisé », même si on en avait prévu un certain contrôle par des fonctionnaires de la Régie désignés par les acronymes de *Percivichief* auprès de l'EMGA et des bureaux de Liège pour l'autorisation d'émission de télégrammes d'État, et de *Cheforter* à l'intérieur de la PFL. Cela se révéla insuffisant pour empêcher divers agents allemands établis en Belgique de diffuser ordres et contre-ordres invérifiables. C'est ainsi que dans la nuit du 2 au 3 août, tous les postes du SSRF de la région verviétoise furent avisés par un coup de téléphone émanant prétendument de la PFL de l'occupation du sud de la province de Liège et de celle du Luxembourg et invités à se replier, avec femmes et enfants, sur la Meuse. Furieux de cet exode, Leman leur enjoint le 3 août de regagner la frontière et de rester à leur poste jusqu'à un ordre formel de repli. Le 3 août au soir, avant l'invasion, chaque chef de poste du SSRF reçoit un message téléphonique censé émaner de Leman et ordonnant à tous les postes ayant regagné le matin leurs emplacements de « se replier sans engager le combat », ordre d'autant plus facilement accepté qu'il correspon-

ait aux vieilles in-  
tente sur la fronti-  
marche sur Liège.  
hommes en repli-  
lanciers qui che-  
is que les motoc-  
pour dénier finale-  
menaçante trouée

### Il s'en allait T

Tous ces ordres fa-  
Allemands déjà es-  
scientifique du m-  
contient en annee-  
par les unités en-  
voyons réapparai-  
Bruxelles par sa c-  
être accompagné-  
désista, et une  
connaissant l'alle-  
pour remplacer  
Wilhelm Romme-  
à Verviers en fé-  
pour la Belgique  
tel du Nouveau M-  
(Herbesthal) où  
du télégraphe, d-  
commandant vo-  
phone émanant  
frontière le 3 août  
nouveaux ordres  
tonnés à Milmo-  
les ponts de Vise-  
depuis Welkenr-  
l'invasion à par-  
ter le service de  
matériel et repli-  
doute a-t-il auss-  
qui entraîna le c-

Le 4 août, Trou-  
tant au Percivi-

fait aux vieilles instructions du SSRF. Le matin du 4 août, il y aura donc sur la frontière un *vide* permettant à l'ennemi d'entamer sa marche sur Liège. Le SSRF s'est ainsi volatilisé à deux reprises, ses hommes en repli croisant les « reconnaissances-officiers » (RO) du 2<sup>e</sup> Lanciers qui cherchent à vérifier l'invasion pour la démentir, tandis que les motocyclistes de Snyers font des allers-retours en civil pour dénier finalement la présence de troupes allemandes dans la menaçante *trouée du Limbourg*.

### Il s'en allait Troupin, trompant...

Tous ces ordres fantaisistes émanaient très probablement d'agents allemands déjà en Belgique ou de Belges agents doubles. L'édition scientifique du mémoire du général Lemans sur la défense de Liège contient en annexe une liste impressionnante de faux ordres reçus par les unités en ligne. C'est dans ce contexte trouble que nous voyons réapparaître à Liège Charles Troupin, accompagné depuis Bruxelles par sa concubine Julia Van Wonterghem. Il aurait voulu être accompagné de séides : le Hennuyer Léon Delforge, qui se résista, et une ancienne relation d'affaires nommé Bernsau et connaissant l'allemand, tout comme Troupin. À Liège, il recrute pour remplacer le mystérieux Bernsau un certain Friedrich Wilhelm Rommel, un ingénieur électricien travaillant à Paris, né à Verviers en février 1887 de parents allemands mais qui a opté pour la Belgique en 1905. Laissant à Liège Julia et Rommel à l'hôtel du Nouveau Monde, Troupin part pour Verviers et Welkenraedt (Herbesthal) où il se présente aux employés des chemins de fer, du télégraphe, de la gendarmerie et de la garde civique comme le commandant voire le major d'état-major Troupin. Un coup de téléphone émanant, dit-on, du SSRF avait annoncé la violation de la frontière le 3 août vers 20 h, incitant le général Lemans à donner de nouveaux ordres au 2<sup>e</sup> Lanciers et à la 12<sup>e</sup> brigade mixte alors cantonnés à Milmort, Vottem et Grivegnée, à faire sauter les tunnels et les ponts de Visé et Argenteau. Puis, c'est la 2<sup>e</sup> Section qui est avisée depuis Welkenraedt à 22 h, Verviers à 22 h 50, de la certitude de l'invasion à partir de minuit par Troupin qui a fait en outre arrêter le service des télégraphes à la gare de Verviers, déconnecter le matériel et replier tout le personnel sur Liège par train spécial. Sans doute a-t-il aussi été à l'origine du coup de téléphone lancé à 22 h 45 qui entraîna le deuxième repli de certains éléments du SSRF.

Le 4 août, Troupin multiplie les activités à Liège, où il en a imposé tant au Percivichef qu'au Cheforter, bombardant la 2<sup>e</sup> Section et

même directement le ministère de la Guerre de télégrammes mêlant de façon inextricable fausses informations ou rumeurs sur l'ennemi, provenant d'informations obtenues en toute sécurité d'employés des chemins de fer et de la Régie, de détails sans importance relatifs surtout aux troupes belges, assaisonnées d'attitude matamoresque. On le trouve au QG de Lemans rue Sainte-Foy, où Lannoy refuse de l'employer et le met à la porte, exhibant ses pouvoirs à qui veut les voir mais ne continuant pas sa mission vers Saint-Vith comme l'y a engagé de nouveau depuis Bruxelles le commandant Schmit. Il réquisitionne une automobile, se fait remettre à Bressoux un brassard tricolore marqué SM (service militaire), part « en reconnaissance » avec Rommel vers Saive, Herve et Trooz, et prétend avoir interrogé un uhlan (dont le régiment, qui n'est pas devant Liège (!) aurait une attitude amicale envers les militaires belges)... Ceci n'empêche pas Troupin de vanter son propre héroïsme en expédiant de Chaudfontaine un télégramme à « mille mètres de l'ennemi » et sous son feu (*sic*). Dans la nuit du 4 au 5 août, il expédie à 1 h 35 un télégramme annonçant que les efforts allemands pour lancer un pont de bateaux remplaçant celui de Visé détruit ont été pulvérisés par les tirs du fort de Pontisse et que Visé est toujours en feu, faisant sans doute allusion à un télégramme antérieur qui n'a pas été retrouvé. C'est ce qui explique que le ministre de France Klobukowski, qui hantait le ministère belge de la Guerre pour avoir des nouvelles, ait pu écrire dans son journal intime le 4 août à 23 h que Visé était complètement incendiée et sa population civile décimée (ce qui ne se passera qu'après le 15 août).

Le 5 août, comme une bourdonnante mouche du coche, on trouve Troupin régentant les bureaux de télégraphe des Guillemins et de Liège-Centre, essayant de s'imposer auprès du poste-émetteur de TSF que l'ingénieur Walthère Dewé est en train d'installer à la Citadelle, réquisitionnant des armes de poing et effectuant en début de soirée une « reconnaissance » vers Plainevaux avec Julia, affublée d'un brassard de la Croix-Rouge. À Bonnelles, il incite même un civil en possession d'un fusil à tirer sur l'ennemi. Puis il aurait fait seul un voyage-éclair à Bruxelles dont il ramène des volontaires à Liège. Le 6 août dans l'après-midi, il expédie au Grand Quartier général (GQG) et au ministère un télégramme annonçant comme résultat des combats de la nuit que les 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> de ligne ont été entièrement « anéantis par surprise de nuit et par manque de surveillance », ce qui rendrait sa « situation personnelle intenable » (*sic*) mais ce n'est qu'à 17 h 47 qu'il décrira en termes tantôt défaitistes, tantôt bravaches l'attaque du QG de Lemans à l'aube du 6 août, alors que toute la ville en parle depuis le

matin. Rommel  
à la Citadelle. I  
avec Julia en ra  
couverture en la  
venu de Bruxel  
ligne. C'est don  
Julia regagnero  
autour de la gar  
Julia, mais le vo  
soldats au poin  
missaire d'arros  
Louvain, il corn  
de ses supplicat  
cesser toute ac  
télégrammes au  
Tarrêter « par ég  
documents port  
du ministère p  
arrestation, Tro  
du ministre, ob  
anagramme tra  
ler au ministèr  
d'émettre des té  
sons mystérieu  
trale allemande  
parents qui y se  
mée belge « pou  
Rommel reçoit  
militaire » (*sic*)  
dans les lignes  
Au retour d'un  
Troupin, deven  
accoutrement  
de télégrammes  
compagnie de J  
tographies avec  
forcé Rommel a  
fausse pièce d'ic  
ciers reconnais  
Lauwers aurait  
Troupin était «  
meilleurs sujets  
quisitionne cep  
trouver rien de

Le matin, Rommel avouera plus tard s'être pendant ce temps rendu à la Citadelle. Dans la soirée, pour l'accompagner au Sart-Tilman avec Julia en taxi réquisitionné, Troupin trouve une magnifique ouverture en la personne du lieutenant-général pensionné Berger, venu de Bruxelles à la recherche de son fils qui servait au 29<sup>e</sup> de ligne. C'est donc en compagnie du vieux général que Troupin et Julia regagneront Bruxelles. Le 7, après avoir rôdé dans la matinée autour de la gare du Nord, Troupin essaie de regagner Liège avec Julia, mais le voyage s'interrompt à Wareme, où il interroge des soldats au point de se rendre suspect et d'être arrêté par le commissaire d'arrondissement et un juge de paix. Expédié au GQG de Louvain, il comparait devant le commandant Mage qui, en dépit de ses supplications de le « laisser dans les lignes », lui enjoint de cesser toute activité de renseignement, de cesser d'expédier des télégrammes au GQG et de rentrer chez lui. Mage n'ose cependant l'arrêter « par égard pour les ordres de ses chefs », vu le nombre de documents portant la griffe du ministre de Broqueville ou le sceau du ministère possédés par Troupin. À partir de cette première arrestation, Troupin n'adressera plus ses dépêches qu'au cabinet du ministre, obtenant même l'autorisation de les signer *Niuport*, anagramme transparent de son nom. Le 8 août, il fait estampiller au ministère son brassard SM, renouveler ses autorisations d'émettre des télégrammes, etc. Il se rend à Ostende pour des raisons mystérieuses (on l'accusera d'avoir été y contacter une centrale allemande) tandis que Rommel se rend à Heyst auprès de ses parents qui y séjournent et s'enrôle ensuite à Bruges dans l'armée belge « pour le service intérieur ». Le 10 août, le malheureux Rommel reçoit de Troupin un télégramme lui donnant l'« ordre militaire » (*sic*) de regagner Bruxelles tandis que lui-même se rend dans les lignes belges sur la Gette et dans la région de Tirlemont. Au retour d'un voyage en compagnie de Rommel dans la région, Troupin, devenu à nouveau suspect par son exubérance et son accoutrement (décoration sur la poitrine, brassard tricolore, farde de télégrammes d'État) est arrêté à minuit à la gare du Nord en compagnie de Julia. Il a même un double jeu de papiers, avec photographies avec et sans moustache, dûment estampillés, et aurait forcé Rommel à lui remettre une photographie apposée sur une fausse pièce d'identité. Conduit au ministère de la Guerre, des officiers reconnaissent l'authenticité de ses papiers et le commandant Lauwers aurait même affirmé par téléphone au commissaire que Troupin était « espion » au service de l'armée belge et « un de leurs meilleurs sujets sous ce rapport » (*sic*). La police bruxelloise perquisitionne cependant au domicile de Troupin le 12 août sans y trouver rien de compromettant.

matin. Rommel avouera plus tard s'être pendant ce temps rendu à la Citadelle. Dans la soirée, pour l'accompagner au Sart-Tilman avec Julia en taxi réquisitionné, Troupin trouve une magnifique couverture en la personne du lieutenant-général pensionné Berger, venu de Bruxelles à la recherche de son fils qui servait au 29<sup>e</sup> de ligne. C'est donc en compagnie du vieux général que Troupin et Julia regagneront Bruxelles. Le 7, après avoir rôdé dans la matinée autour de la gare du Nord, Troupin essaie de regagner Liège avec Julia, mais le voyage s'interrompt à Waremme, où il interroge des soldats au point de se rendre suspect et d'être arrêté par le commissaire d'arrondissement et un juge de paix. Expédié au GQG de Louvain, il comparaît devant le commandant Mage qui, en dépit de ses supplications de le « laisser dans les lignes », lui enjoint de cesser toute activité de renseignement, de cesser d'expédier des télégrammes au GQG et de rentrer chez lui. Mage n'ose cependant l'arrêter « par égard pour les ordres de ses chefs », vu le nombre de documents portant la griffe du ministre de Broqueville ou le sceau du ministère possédés par Troupin. À partir de cette première arrestation, Troupin n'adressera plus ses dépêches qu'au cabinet du ministre, obtenant même l'autorisation de les signer *Niuport*, anagramme transparent de son nom. Le 8 août, il fait estampiller au ministère son brassard SM, renouveler ses autorisations d'émettre des télégrammes, etc. Il se rend à Ostende pour des raisons mystérieuses (on l'accusera d'avoir été y contacter une centrale allemande) tandis que Rommel se rend à Heyst auprès de ses parents qui y séjournent et s'enrôle ensuite à Bruges dans l'armée belge « pour le service intérieur ». Le 10 août, le malheureux Rommel reçoit de Troupin un télégramme lui donnant l'« ordre militaire » (*sic*) de regagner Bruxelles tandis que lui-même se rend dans les lignes belges sur la Gette et dans la région de Tirlemont. Au retour d'un voyage en compagnie de Rommel dans la région, Troupin, devenu à nouveau suspect par son exubérance et son accoutrement (décoration sur la poitrine, brassard tricolore, farde de télégrammes d'État) est arrêté à minuit à la gare du Nord en compagnie de Julia. Il a même un double jeu de papiers, avec photographies avec et sans moustache, dûment estampillés, et aurait forcé Rommel à lui remettre une photographie apposée sur une fausse pièce d'identité. Conduit au ministère de la Guerre, des officiers reconnaissent l'authenticité de ses papiers et le commandant Lauwers aurait même affirmé par téléphone au commissaire que Troupin était « espion » au service de l'armée belge et « un de leurs meilleurs sujets sous ce rapport » (*sic*). La police bruxelloise perquisitionne cependant au domicile de Troupin le 12 août sans y trouver rien de compromettant.

Nous ne décrivons pas les activités du trio dans la région de Diest dans le contexte de la bataille de Haelen : suite de télégrammes alternant banalités et niaiseries, tentatives visant à impressionner une série d'officiers de cavalerie, menues escroqueries. Trouvé plus tard en possession d'une somme assez importante en Reichsmarks-or, le duo Troupin-Julia semble bien s'être livré à un des plus vieux métiers existant en temps de guerre, celui de détrousseurs de cadavres, faisant même publier dans un journal bruxellois une lettre trouvée sur le corps d'un officier allemand. Troupin rentre à Bruxelles le 14 août, ramenant des blessés et des trophées. Le matin du 15, le commandant Mage l'arrête personnellement à 8 h au cabinet même du ministre de Broqueville et il l'a fait enfermer dès qu'il s'est présenté. À midi, la police bruxelloise coffre au domicile de Troupin, boulevard du Nord, Julia Van Wouterghem et Rommel. Le trio est conduit à Louvain et déferé à l'auditeur militaire de la 3<sup>e</sup> DA, qui entreprend l'instruction le lendemain, recueillant force témoignages à Louvain et à Bruxelles sur les activités du trio à Liège et sur la Gette. Un conseil de guerre en campagne présidé par le lieutenant-colonel Bernard, père du célèbre historien militaire, rend son verdict le 17 août : trois condamnations à mort, Troupin pour trahison et espionnage, Julia et Rommel pour espionnage uniquement. Le 18 août à 6 h du matin, ils sont exécutés, criant tous les trois *Vive la Belgique* selon le témoignage du colonel Stassin, ce qui est pour le moins étrange s'il s'agissait d'authentiques espions allemands. Notons toutefois que les activités « libertaires » attribuées à Troupin par la police bruxelloise ont peut-être pesé dans la balance : son Syndicat des locataires aurait appartenu à un réseau international, travaillant peut-être pour Berlin, animé par l'anarchiste français Georges Cochon.

En dernière analyse, aucun véritable contact avec l'ennemi ne peut être prouvé. Troupin était un « escroc aux renseignements », vanneur bien connue, doublé d'un illuminé, d'un mêle-tout brouillon. Peut-être un fou, un détrousseur de cadavres répandant des divagations d'autant plus dangereuses que les pouvoirs très légèrement attribués par le ministère de la Guerre lui permettaient de les authentifier. On aura une série de témoins à charge impressionnante (Mage, Lannoy, Walthère Dewé, le professeur Nolf) mais Troupin servait surtout d'alibi pour masquer certaines défaillances. Le double rôle du SSRF ? Troupin, qui, affirmera bien plus tard Lannoy, l'avait avoué ! L'attaque du QG de Leman ? Troupin, qui a essayé de s'incruster et a pu l'observer à loisir. Certaines autorités militaires, comme le général Andringa, s'abriteront derrière de prétendus

ordres téléphoniques de Beyne-Heusay de la 3<sup>e</sup> DA dans le secteur Fléron-Ludendorff au centre de Leman et Andringa. À 7 h 32 le repli général.

Rommel, qui avait le droit d'avoir des origines germaniques, Troupin : il était la victime des accusations des officiers. Troupin qu'il avait donné l'ordre de fusiller, qu'il s'était déguisé en allemand à Bruges recouvert de parents plaçant plus tard scandaleusement le moyen de papiers de toutes sortes. » Quant à sa réputation et à sa mort de héros de service authentique, les indignités s'élevant par la suite aura beau jeu de s'effacer du 2 décembre. Rappelons que la première guerre mondiale par les Belges.

### Les précurseurs

Une fois la 3<sup>e</sup> DA en retraite, tombant les uns après les autres, les Belges ont tenté de faire la retraite de la 3<sup>e</sup> DA. Elle a été utilisée comme espionnage par Stéphane O... naturel d'un aristocrate adolescent s'était échappé de la figure aussi célèbre dans la région de l'Yser avant de disparaître en défendant la chronique.

Il semble bien qu'aux aurores de son destin ou *stay beh*

ordres téléphoniques de Troupin pour justifier la retraite depuis Beyne-Heusay de la 14<sup>e</sup> brigade mixte, l'ouverture d'une brèche dans le secteur Fléron-Chaufontaine et l'irruption des troupes de Ludendorff au centre de Liège, ce qui, après une entrevue entre Leman et Andringa au fort de Loncin, poussera Leman à ordonner à 7 h 32 le repli général de la 3<sup>e</sup> DA sur la rive gauche de la Meuse.

Rommel, qui avait le malheur de porter un patronyme allemand et d'avoir des origines germaniques, est surtout coupable d'avoir suivi Troupin : il était la première victime de ses agissements. Malgré les accusations des officiers de la 2<sup>e</sup> Section, on ne put jamais prouver qu'il avait donné l'ordre de détruire le poste de TSF de la Citadelle, ni qu'il s'était déguisé en officier à Hannut, ni que son engagement à Bruges recouvrait de noirs desseins. Sa lettre d'adieu à ses parents plaidait plutôt en sa faveur : « Monsieur Troupin, qui m'a si scandaleusement trompé, a été condamné comme espion, car au moyen de papiers dont il était possesseur, il a fait des abus de toutes sortes. » Quant à Julia Van Wonterghem, elle avait mauvaise réputation et a été jugée coupable par association. L'ironie veut que sa mort devant un peloton d'exécution belge ait été le seul service authentique qu'elle ait rendu à l'Allemagne. Aux voix indignées s'élevant partout après l'exécution d'Édith Cavell, l'Allemagne aura beau jeu, dans la presse en octobre 1915 et par une affiche du 2 décembre apposée dans tout le territoire occupé, de rappeler que la première femme exécutée pour espionnage l'avait été par les Belges.

### Les précurseurs

Une fois la 3<sup>e</sup> DA en retraite vers l'armée de campagne et les forts succombant les uns après les autres jusqu'au 16 août, que pouvaient faire les Belges pour venir en aide à leur patrie ? Pendant la retraite de la 3<sup>e</sup> DA, le général Bertrand et le colonel Stassin ont utilisé comme espion dans les lignes allemandes le très pittoresque Stéphane Otto dit de Beney, « le boy scout héroïque ». Fils naturel d'un aristocrate allemand, mis en nourrice à Liège, l'adolescent s'était échappé pour suivre l'armée belge et devint une figure aussi célèbre dans un but de propagande que contestable du front de l'Yser avant de devenir après-guerre un imposteur de haut vol défrayant la chronique mondaine et judiciaire.

Il semble bien qu'aux alentours du 15 août un embryon de réseau clandestin ou *stay behind*, pour utiliser le vocabulaire actuel, ait

été monté par le général-major pensionné Gustave Fivé, qui présidait à la fois la section liégeoise de la Société des officiers retraités et celle des descendants des combattants de 1830, aidé du lieutenant pensionné Gustave Gilles et d'autres anciens officiers, ce qui entraîna le démantèlement aisé du réseau – trop caractéristique – par la police allemande. Composé de novices dans les activités clandestines, le groupe Fivé avait voulu s'investir dans trop d'activités à la fois : renseignement, recrutement et expédition via la Hollande de volontaires de guerre, sabotage. Sur ce point, il s'intéressait à un échec belge d'août 1914 : la non-destruction du viaduc ferroviaire du Val-Benoît. Certes, quand on croyait que la ceinture des forts et les destructions de tunnels maintiendraient l'ennemi à distance, la destruction de ce pont, situé à proximité du centre de Liège et de la gare des Guillemins, n'avait été classée qu'en catégorie C des objectifs à détruire. Le général Lemana affirma après la guerre que son ordre de sautage n'avait pas été exécuté. En fait, le Val-Benoît ne prit de l'importance qu'une fois l'ennemi au cœur de la Cité ardente car c'est par ce pont que transitèrent les pièces d'artillerie lourde de l'armée de siège du général von Einem chargée de réduire les forts *depuis la ville*, et plus tard tous les convois logistiques lourds des I<sup>e</sup> et II<sup>e</sup> armées allemandes et des unités chargées d'encercler et de détruire la Position fortifiée d'Anvers. Toute une littérature polémique se développera après 1918 ; mais en 1914, l'État-Major belge, se rendant compte de la faute commise, tenta par tous les moyens d'opérer la destruction.

Il y eut une opération de type commando tentée par des officiers et des volontaires des pionniers-pontoniers cyclistes mais ils ne purent franchir les lignes. Le bourgmestre de Lanaken Edgard de Caritat de Peruzzis, après avoir organisé un embryon de service d'observation en liaison avec les autorités militaires belges, avait pris la tête d'un groupe hétéroclite de volontaires de guerre, renforcés de motocyclistes de la 3<sup>e</sup> DA et de cyclistes venus d'Anvers : il a proposé au GQG de tenter la destruction du Val-Benoît. Maurice Nihon, officier de l'artillerie de la garde civique de Liège, a lui aussi monté spontanément un réseau de renseignements après le 15 août. Le 20 novembre, par l'intermédiaire du consulat belge à Maestricht, il signale disposer d'un stock d'explosifs et demande l'autorisation de faire sauter le viaduc et des ponts. Il ne reçoit aucune réponse et est rapidement obligé lui-même de se réfugier aux Pays-Bas. D'autres épisodes, souvent rapportés par la tradition, sont assez folkloriques : on aurait proposé à l'ex-lieutenant Jules Moineau, dégradé et incarcéré depuis très longtemps pour participation à des attentats anarchistes, de le réhabiliter s'il se

chargeait de détruire le viaduc. Cette opération n'a jamais été faite à Bouboulle et a échoué par manque de matériel et de l'évasion.

En plus sérieux, le sabotage du viaduc, déguisé en opération de maintenance, a été faite par les pionniers de Liège pour empêcher l'ennemi de saboter le réseau embryonnaire de sautages en faisant franchir la ligne par des soldats restés « en arrière » à des jeunes gens de Liège qui entraîne la chute des deux hommes. L'Homme, Guillaume, se présente devant le général a une attitude fusillé et rétorquant aux Pays-Bas, qu'il a des cartes des nouvelles d'une attitude telle que la peine de mort la perpétuité dans le général Fivé, relâché en Allemagne, regardant (où il fera sensation).

Du côté de la 2<sup>e</sup> DA, le 1<sup>er</sup> septembre 1914, des ouvrages d'art dans la zone belge-allemande. Les gendarmes et l'agence (lité), sont envoyés aux Pays-Bas. Fin mars, craignant des complications, les volontaires sont rappelés dans la profondeur à un service britannique d'Anvers les activités du réseau ferré et de Gouttière et ses « tissant là où l'enne

chargeait de détruire le viaduc. Une proposition similaire aurait été faite à *Bouboulle*, cambrioleur hesbignon multirécidiviste et as de l'évasion.

En plus sérieux, le vieux général Fivé aurait tenté de s'approcher du viaduc, déguisé en pêcheur à la ligne. Une autre tentative aurait été faite par les petits-fils du général Hellebaut avant de s'échapper de Liège pour aller rejoindre l'armée. Mais ces activités de sabotage se mêlent de façon souvent inextricable à l'organisation embryonnaire de services de renseignement et surtout de réseaux faisant franchir la frontière des Pays-Bas à des soldats et blessés restés « en arrière de rejoindre » après les combats d'août 1914 et à des jeunes gens désireux de s'enrôler. C'est cette dernière activité qui entraîne la chute du *stay-behind* Fivé-Gilles. En janvier 1915, les deux hommes (et leurs complices Alfred Franquet, Fernand l'Homme, Guillaume Yerna-De Witte et Fernand Wilde) comparaissent devant le conseil de guerre allemand de Liège. Le vieux général a une attitude un peu suicidaire, réclamant l'honneur d'être fusillé et rétorquant, à l'accusation d'avoir fait passer 85 hommes aux Pays-Bas, qu'ils étaient en réalité 850 ! Gilles, qui a réalisé des cartes des nouvelles fortifications allemandes autour de Liège, a une attitude tellement fière que le conseil décide de ne pas appliquer la peine de mort aux deux officiers mais de les condamner à la perpétuité dans des prisons allemandes. Pour la petite histoire, le général Fivé, relâché au moment des troubles de novembre 1918 en Allemagne, regagnera, revêtu de son vieil uniforme et en train (ce qui fera sensation), Liège alors toujours occupée.

Du côté de la 2<sup>e</sup> Section, le major Christophe avait envoyé en septembre 1914 des missions de sabotage des voies ferrées et ouvrages d'art dans le Limbourg et dans la région frontalière *belgo-allemande*. En décembre 1914, deux officiers du Génie, un *gendarme* et l'agent civil Franz Creusen (qui a la double nationalité), sont envoyés par Christophe en mission de sabotage via les Pays-Bas. Fin mars 1915, sous la pression des Affaires étrangères craignant des complications diplomatiques avec La Haye, les militaires sont rappelés. Laissé seul, Creusen ira utiliser ses explosifs « dans la profondeur », en Allemagne même, avant de se rattacher à un service britannique. Il faut aussi signaler pendant le siège d'Anvers les activités de sabotage menées, en utilisant les subtilités du réseau ferré et des vicinaux, par le lieutenant du Génie Gaston *Gouvière* et ses « trains fantômes », des locomotives armées surgissant là où l'ennemi les attendait le moins.

### Chacun pour soi... et les trains seront bien gardés

Tant que la Position fortifiée d'Anvers avait tenu, il n'avait pas été trop malaisé de renseigner le GQG belge et sa 2<sup>e</sup> Section via le Limbourg belge et les Pays-Bas dont la frontière, en dépit de multiples mesures allemandes restreignant la circulation, était encore assez poreuse. Par ailleurs, aux alentours du 20 août, le roi, son conseiller militaire Galet et la section Opérations n'ont plus grande confiance dans la 2<sup>e</sup> Section suite à des rapports exagérément optimistes sur les forces ennemies se trouvant sur la rive gauche de la Meuse, rapports rédigés sous l'influence des officiers de liaison français auprès du GQG, désireux de lancer les Belges dans une offensive de diversion.

Au moment de la chute d'Anvers et du repli de l'armée belge sur la côte puis derrière l'Yser, une véritable panique s'empare de la population anversoise d'abord et dans une moindre mesure de celle de Gand, occupée le 12 octobre. Les réfugiés gagnent les Pays-Bas par l'Escaut et la frontière toute proche, ou même la Grande-Bretagne par les dernières malles ou des flottilles de pêche parties d'Ostende. D'après des statistiques gouvernementales officielles, pas moins de 1 056 000 belges se réfugient aux Pays-Bas pendant le dernier trimestre 1914, soit 1/6 de la population totale du pays. Cette masse ne s'incruste pas. L'occupant a cessé, devant la réprobation mondiale, sa politique de massacres et d'exactions. Il fait répandre des *tracts* annonçant qu'il ne brimerait pas les sentiments patriotiques et ne déporterait pas de travailleurs en Allemagne, tandis que des pouvoirs municipaux menacent leurs employés de révocation s'ils ne rentrent pas. Le roi Albert leur fera savoir qu'ils peuvent obtempérer. Dès la fin de décembre 1914, le nombre de réfugiés aux Pays-Bas tombe à 200 000 environ, puis en mai 1915 à 100 000, nombre qui ne variera plus guère. L'occupant allemand a pris d'autres mesures coercitives comme la saisie des maisons inoccupées, un impôt spécial pour ceux qui ne rentreraient pas avant le 1<sup>er</sup> mars 1915. Cela incitera les mieux nantis et les agriculteurs à rentrer, ne laissant aux Pays-Bas que les réfugiés civils moins bien pourvus. Le « fil rouge » électrifié rend en effet de plus en plus difficile l'accès au territoire hollandais et la légère augmentation du nombre de réfugiés en 1916-1917 est provoquée par les réquisitions et déportations de main-d'œuvre, par l'augmentation de la misère et de la faim en Belgique occupée. Dans la région du Limbourg méridional hollandais et de Maestricht, les quelque 25 000 réfugiés proviennent presque tous de la région liégeoise. Mais le nombre total de la *diaspora* belge, pour reprendre une

expression de l'his-  
avec 325 000 Belg-  
sont presque tous  
entièrement subm-  
les itinéraires d'inv-  
tiquement fermé l-  
statistique officiell-  
vince des réfugiés a-  
Flandre occidentale  
Liège ne fournit qu-  
derniers, pour la pl-

Diverses circonstan-  
employés par la 2-  
réseaux, il s'agit en-  
17 % de Flandre or-  
(24 %). Outre le viv-  
gés, l'explication e-  
être renseigné sur ce-  
y dépêchés donnand-  
essentiellement par-  
et de matériel par d-  
ants se chargeant  
ment et leur moral-  
qui s'étend des deux  
Luxembourg et où  
(*Geheime Feldpolize*-  
que dans le *Marineg*-  
Cette zone de 40 à  
front (*Operationsge*-  
martiale et où les ci-  
l'objet, en 1917-191-  
du Gouvernement  
pose des services Ze-  
les principales *Korn*

La 2<sup>e</sup> Section avait  
pris au sein de brig-  
ou se replier à temp-  
maréchal des logis  
groupe comprenant  
il déplace ses activ-  
se concentre sur l'o-  
transmet les rensei-

expression de l'historien Henri Pirenne, avoisine le demi-million avec 325 000 Belges en Grande-Bretagne et 162 000 en France. Ils sont presque tous flamands, les provinces wallonnes étant presque entièrement submergées dès le mois d'août. À Liège par exemple, les itinéraires d'invasion par Visé, Mouland et les Fourons ont pratiquement fermé la zone frontière dès les premières heures. Une statistique officielle belge de mai 1915 évalue l'origine par province des réfugiés à l'étranger : 41,7 % venant d'Anvers ; 13,4 % de Flandre occidentale ; et 6,6 % de Flandre orientale. La province de Liège ne fournit que 11,8 % des réfugiés ; et le Hainaut 4,7 % (ces derniers, pour la plupart en France).

Diverses circonstances expliquent donc que sur environ 700 agents employés par la 2<sup>e</sup> Section du GQG au sein de 38 services ou réseaux, il s'agit en ordre principal de Flamands (23 % d'Anvers et 17 % de Flandre orientale) ou de citoyens originaires du Brabant (24 %). Outre le vivier de recrutement fourni par le retour des réfugiés, l'explication est extrêmement rationnelle : le GQG tenait à être renseigné sur ce qui se trouvait devant le front belge, les renforts et dépêchés donnant des indications sur les intentions de l'ennemi, essentiellement par l'observation du trafic ferroviaire d'hommes et de matériel par des postes fixes, des agents promeneurs ou ambulants se chargeant d'identifier les unités, de préciser leur armement et leur moral dans la zone dite des Étapes (*Etappengebiet*), qui s'étend des deux Flandres au Hainaut occidental et au sud du Luxembourg et où les services allemands de contre-espionnage (*Geheime Feldpolizei*) sont particulièrement répressifs, de même que dans le *Marinegebiet* sis à Gand et Bruges pour le littoral belge. Cette zone de 40 à 60 km de profondeur s'étend derrière celle du front (*Operationsgebiet*), large d'environ 25 km, où règne la loi martiale et où les civils ne sont guère tolérés en attendant de faire l'objet, en 1917-1918, de déplacements forcés. Ailleurs, l'autorité du Gouvernement général (*Okkupationsgebiet*) sis à Bruxelles dispose des services *Zentralpolizeistelle* et *Polizeistellen*, installés dans les principales *Kommandanturen*.

La 2<sup>e</sup> Section avait laissé en territoire occupé des informateurs pris au sein de brigades de gendarmerie territoriale qui n'avaient pu se replier à temps. C'est le cas dès septembre 1914 du premier maréchal des logis August Algoet qui recrute à Courtrai un petit groupe comprenant un retraité de la Gendarmerie et un avocat. Il déplace ses activités à Audenaerde en novembre. Son groupe se concentre sur l'observation ferroviaire entre ces deux villes et transmet les renseignements par courrier vers Gand et Flessinghe

(*Vlissingen* aux Pays-Bas), mais le groupe sera infiltré par un agent double. Compromis, Algoet reçoit l'ordre de passer aux Pays-Bas mais il sera arrêté à Bruxelles fin mars 1915 et fusillé à Gand en août 1916 en compagnie de quatre des principaux agents de son réseau qui comptait une centaine de membres : le sous-officier de Gendarmerie Gustave Mus (qui commandait l'échelon des deux Flandres), A. Van Gheluwe, l'abbé Declercq et l'avocat Braet. Un autre gendarme, Victor Remy, avait été recruté directement par le commandant Mage. Rappelé à Flessinghe, Remy remet le commandement de son petit groupe, qui opère dans le Brabant et le Hainaut, à François et Pierre Mus, frères de Gustave. François sera fusillé en septembre 1915, le commandement du réseau passant à Georges Kugé, qui n'aura pas plus de chance : il sera arrêté en octobre 1916 et fusillé au Tir national en juin 1917. Seul Pierre Mus, malgré la trahison de courriers et l'efficacité de « moutons » envoyés comme compagnons de cellule auprès des espions belges arrêtés, continuera un travail efficace en utilisant d'autres membres de sa famille et l'ancien gendarme Charles Titeca qui l'aidera à s'infiltrer dans la base de Zeebrugues.

La 2<sup>e</sup> Section avait été un peu imprudente en basant le recrutement des chefs au sein des gendarmes en activité ou pensionnés, pouvant être reconnus par d'anciens « clients » au cours de leurs pérégrinations, et en utilisant même le nom de *services des Gendarmes*. Comme il était par trop compromettant, il fut remplacé en 1915 par *réseau des Ambulants*, ce qui n'empêchera pas quatorze membres de la région de Gand d'être arrêtés, et quatre fusillés, tandis qu'à l'issue du procès des survivants du groupe Mus à Bruxelles en juin 1917, il y aura huit condamnations à mort, dont cinq seront exécutées. Tout comme pour le groupe Fivé à Liège, ce réseau au recrutement trop typé pouvait-il subsister longtemps ? De surcroît, la plupart des trente-huit services travaillant pour le GQG belge étaient de taille fort modeste, fort peu « cloisonnés », la plupart des agents employés connaissant leurs chefs et leurs courriers. Parfois aussi, le GQG ne se montrait pas trop regardant sur le passé des recrutés, comme Hernalsteen, auteur avant-guerre d'un hold-up retentissant, qui acceptera d'aller espionner le fort de Waelhem occupé par les Allemands. Fusillé, il recevra la Croix de l'ordre de Léopold à titre posthume.

Pour éviter des cas de double emploi, les dépenses inutiles et limiter les risques de pénétration, le colonel Dupont, le patron des services français, avait réussi à organiser à Furnes le 22 novembre 1914 une réunion des dirigeants des services officiels britanniques,

français et belges. E  
le port d'entrée en  
centraliser, entre au  
occupée via les Pays  
de proximité géogra  
ment actifs. N'oublie  
potentielles pour l'a  
rogés à leur arrivée p  
consulats belges, qu  
2<sup>e</sup> Section va ainsi po  
le commandant Hau  
Jarmet, Victor Ernest  
chemins de fer (à Fl  
Wismael (à Maestric  
Raoul Moreau (à Roc  
Le commandant Léo  
1915 de la liaison ent  
activités des réseaux  
de Flessinghe en déce  
de neutralité, s'établ  
son siège à Bréda en  
ité, qu'avec l'aide du  
Duc (*Baarle-Hertog*),  
semaines de 1915 ur  
la guerre à brouiller l  
allemands.

En mai 1915, pour fai  
commandant Mage, q  
mis à la retraite en ja  
front belge, le Service  
soldats du Génie sou  
destinés à opérer en B  
neutres, mais la plupe  
belgo-néerlandaise. Le  
succès sans instructi  
réseaux britanniques

Dans le domaine du o  
GSA (Service de sûre  
le 27 août 1915, o  
me et de la Gendarm  
des vagues « crim  
repression de l'espion

français et belges. Elle aboutit à la décision de créer à Folkestone, le port d'entrée en Grande-Bretagne, un bureau commun pour centraliser, entre autres, les renseignements venant de la Belgique occupée via les Pays-Bas, où les services belges, pour des raisons de proximité géographique et linguistique, étaient particulièrement actifs. N'oublions pas non plus que les réfugiés et les recrues potentielles pour l'armée belge étaient systématiquement interrogés à leur arrivée par des émissaires installés au sein des divers consulats belges, qui leur fournissaient papiers et viatiques. La 2<sup>e</sup> Section va ainsi posséder toute une série de bureaux dirigés par le commandant Haumann (à Bréda) ; par l'échevin socialiste de Jurnet, Victor Ernest, qui s'était spécialisé dans la surveillance des chemins de fer (à Flessinghe) ; par Alfred Lamaing et le consul Wilmael (à Maestricht) ; par le consul Hoover, Jules, Victor et Raoul Moreau (à Roosendaal) et Jacques Scheffer (à Rotterdam). Le commandant Léopold Vertommen se charge à partir d'avril 1915 de la liaison entre Folkestone et Flessinghe qui centralise les activités des réseaux belges au Pays-Bas. La direction est expulsée de Flessinghe en décembre 1916 par les services bataves soucieux de neutralité, s'établit à Rotterdam, puis Vertommen transfère son siège à Bréda en mai 1917. Signalons enfin, à titre de curiosité, qu'avec l'aide du bourgmestre de l'enclave belge de Baerle-Duc (*Baarle-Hertog*), on avait pu y installer dans les premières semaines de 1915 un émetteur-récepteur, qui servit à la fin de la guerre à brouiller les communications radio des sous-marins allemands.

En mai 1915, pour faire du sabotage et non du renseignement, le commandant Mage, qui a pris la succession du major Christophe mis à la retraite en janvier, a créé à Alveringhem, en arrière du front belge, le Service de destruction composé d'une vingtaine de soldats du Génie sous les ordres du lieutenant Aerts. Ils étaient destinés à opérer en Belgique occupée en passant par les Pays-Bas neutres, mais la plupart ne réussirent pas à franchir la frontière belgo-néerlandaise. Les deux qui réussirent (De Vuyst et Naveau), laissés sans instructions, finirent par « se raccrocher » à des réseaux britanniques et français.

Dans le domaine du contre-espionnage, on a créé le 1<sup>er</sup> avril 1915 le SSA (Service de sûreté de l'Armée) composé d'agents civils. Les 25 et 27 août 1915, on les fera encadrer par des officiers de l'Armée et de la Gendarmerie, avec comme mission primordiale non plus les vagues « crimes et délits dans la zone des armées » mais l'expression de l'espionnage. Le 11 octobre 1916, le SSA est rem-

placé « pour la durée de la guerre » par le SSM (Service de sûreté militaire), lui-même ramifié en SMAC (Sûreté militaire de l'Armée de campagne) sur le front et en SMB (Sûreté militaire belge) dans les arrières et à l'étranger. Nouvelle réorganisation le 1<sup>er</sup> mai 1917, centrée sur les activités dans les pays alliés. La SMAC continue à fonctionner dans les unités et au GQG sous la double dépendance du chef d'État-Major général et de la 2<sup>e</sup> Section. Le chef de cette dernière continue à exploiter les renseignements d'ordre militaire (essentiellement par l'interrogatoire de prisonniers) et il semble y avoir eu cumul des fonctions de commandant de la SMAC et de chef de la 2<sup>e</sup> Section, à savoir par le commandant Mage, par ailleurs actif à Folkestone.

Les activités des réseaux du GQG restent fort peu connues et semblent s'être peu à peu étiolées sous l'effet de l'âpre concurrence dans le recrutement des agents et des « passeurs » avec les services britanniques et français. Ces derniers s'appuyaient sur les consulats de France et étaient dirigés par le général Bernard Boucabeille à La Haye, le colonel Lebleu à Rotterdam, les commandants Wallner puis Béliard à Folkestone. Quant aux services britanniques, si les amples fonds dont ils étaient munis leur permettaient allègrement de « chiper » agents prometteurs et passeurs à leurs concurrents belges et français, ils étaient féroce-ment divisés en organismes rivaux qui pratiquaient entre eux les mêmes jeux un peu stériles que ceux menés au détriment des services français et surtout belges.

Ces derniers sont handicapés par le fait qu'ils se recrutent surtout parmi les réfugiés et dépendent donc du recours aux passeurs et courriers pour recueillir des renseignements venus de Belgique occupée et maintenir les contacts avec leurs agents sur place. L'effondrement entre mai et juillet 1916 du service de transmission entre les Pays-Bas et la Belgique opérant depuis le consulat de Maestricht aura des conséquences tragiques avec le procès monstre de Hasselt (10 au 17 septembre 1916) : 62 inculpés et 17 condamnés à mort, dont 4 exécutés. Outre les pertes dans le réseau dit des Ambulants, il faut insister sur l'implication dans les réseaux purement belges de fonctionnaires des chemins de fer, des vicinaux, de la régie PTT dans les réseaux dits VDB (animés par le futur bourgmestre libéral d'Ixelles Adolphe Buyl) et Colon qui dépendent directement du GQG. Adelin Colon, sous-chef de gare à Ottignies, son collègue Arthur Roland, sous-chef à Schaerbeek et Désiré Dufrane, commis des Postes à Ottignies, sont fusillés le 26 juillet 1916.

L'antenne locale belge en juin 1915 consacre pl...  
tionne notamment le...  
vingtaine d'observate...  
rence, Français et Bel...  
graphiquement leur...  
Namur-Charleroi-Mo...  
proche trop, au point...  
de mai-juillet 1916 fra...  
été efficace. Il n'y aur...  
actifs à la fin de la guer...

Pour la région liégeo...  
allemande, on est ur...  
48 patriotes exécutés...  
sont mentionnés com...  
nement belge (SRB)...  
le SRA (anglais). Le p...  
le sinistre poteau car...  
père de famille de cir...  
chemins de fer de l'É...  
Verviers et Verviers-H...  
ments aux Pays-Bas...  
Le cas d'Amédée Gil...  
journaliste à la *Gaze*...  
libre, il sert comme br...  
soudain à Liège en c...  
de renseignements e...  
chemin de fer, dont i...  
multiples activités le...  
Dieudonné Lambrec...  
Grandprez à Stavelot...  
mais Gilkinet est tra...  
peut-être dans le cad...  
ne livre rien de l'orga...

La direction des serv...  
fonds était criant, ap...  
tement pour des serv...  
riques, et échappent...  
faire du réseau *Oran*...  
ingénieur des atelier...  
famille aux Pays-Bas...  
pour le compte du GQ...

Antenne locale belge installée au consulat de Maestricht à partir de juin 1915 consacre plutôt ses activités à la Wallonie. À Namur fonctionne notamment le petit réseau Massart qui ne compte qu'une vingtaine d'observateurs ferroviaires. Pour mettre fin à la concurrence, Français et Belges décident en avril 1916 de se partager géographiquement leur zone d'action : aux Belges le nord de la ligne Namur-Charleroi-Mons, aux Français le sud. Cette décision se rapproche trop, au point de vue chronologique, du grand « coup dur » de mai-juillet 1916 frappant les lignes de communication pour avoir été efficace. Il n'y aura plus que cinq ou six services belges encore actifs à la fin de la guerre, le dernier ayant été créé en décembre 1917.

Pour la région liégeoise, faute de documents répressifs d'origine allemande, on est un peu à quia. Notons d'emblée que sur les 48 patriotes exécutés au bastion de la Chartreuse, deux seulement sont mentionnés comme ayant travaillé pour le Service de renseignement belge (SRB), contre 23 pour le SRF (français) et 23 pour le SRA (anglais). Le premier, Germain Bury, qui inaugure d'ailleurs le sinistre poteau car il fut fusillé le 24 mai 1915, était un humble père de famille de cinquante ans exerçant le métier de *piqueur* aux chemins de fer de l'État. Il observe le trafic des lignes Bleiberg-Verviers et Verviers-Herbesthal, et passe lui-même les renseignements aux Pays-Bas. Un « réseau » limité à lui seul et sa famille. Le cas d'Amédée Gilkinet est aussi exceptionnel. Né en 1883, journaliste à la *Gazette de Liège*, professeur dans l'enseignement libre, il sert comme brancardier au 12<sup>e</sup> de ligne. Puis on le retrouve soudain à Liège en octobre 1915, chargé de monter un réseau de renseignements et de distribution de subsides aux agents du chemin de fer, dont il serait le chef et qui porterait son nom. Ses multiples activités le mettront en contact avec le réseau animé par Dieudonné Lambrecht et son sous-groupe constitué par la famille Grandprez à Stavelot. Son réseau compte une vingtaine d'agents, mais Gilkinet est trahi, arrêté le 26 avril et fusillé le 16 juin 1916, peut-être dans le cadre de la faillite de la liaison avec Maestricht. Il ne livre rien de l'organisation du SR *Gilkinet*, resté fort mystérieux.

La direction des services dépendant du GQG, dont le manque de fonds était criant, appréciait peu que des Belges travaillent directement pour des services étrangers, fussent-ils français et britanniques, et échappent à son contrôle. On le verra bien lors de l'affaire du réseau *Oram*. Ce réseau avait été créé par Jules Moreau, ingénieur des ateliers ferroviaires Anvers-Nord. Réfugié avec sa famille aux Pays-Bas, il avait monté à Roosendaal le réseau *Oram* pour le compte du GQG belge en recrutant d'abord des cheminots.

En juillet 1915, il est approché par Tinsley, responsable des réseaux dépendant du War Office. Après force hésitations, Jules Moreau accepte, pour développer son réseau en recevant des fonds et surtout des directives, ce qui met en rage ses anciens patrons du GQG. S'il faut l'en croire, l'armée belge se serait « vengée » en appelant en mai 1916 un de ses fils sous les drapeaux (ce qui est parfaitement normal et légal pour les Belges résidant en pays allié ou neutre), puis en voulant le mobiliser lui-même quelques mois plus tard (moins crédible encore, il a soixante ans !). Jules Moreau abandonne donc la direction d'*Oram* en janvier 1917 à son fils Victor et à sa fille. Selon lui, les services belges auraient, par rancune ou jalousie, essayé de démanteler *Oram* en appelant sous les armes ses agents ou en les « brûlant » auprès de la Koninklijke Marechaussee (néerlandaise), mais les contacts discrets entre cette dernière et *Oram* limiteront la casse. Ce n'est qu'en mars 1918 que cette « guerre des services » assez stupide prendra fin, quand Jules Moreau sera autorisé par les Belges à travailler pour le War Office.

Les consulats de Belgique vont aussi éviter trop d'implication dans la guerre secrète car ils ont en charge les intérêts d'une centaine de milliers de réfugiés et des internés militaires ayant franchi la frontière lors de la chute d'Anvers. À l'insu du gouvernement, ils abriteront dans leurs murs des « têtes de ligne » travaillant pour les Français et les Britanniques.

### *C'est pour la France...*

En Wallonie, l'implication de patriotes et résistants dans des services, réseaux ou même filières travaillant pour la France allait de soi, tout particulièrement dans le Hainaut occidental qui se trouvait inclus dans le dangereux *Etappengebiet*. Dans le Luxembourg belge, la tâche prioritaire était de rapatrier des centaines de soldats français coupés de leurs unités à l'issue de la très sanglante bataille des Frontières. Des réseaux spécialisés se mettent en place, pour ravitailler les petits groupes en armes s'abritant dans les bois dans des *cagnas* de fortune ou cachés chez les habitants. Ce sera notamment l'œuvre du réseau arlonais animé par Camille Joset et l'avocat Max Kiesel. Personnalité connue du monde politique catholique, Joset aurait déjà au début de la guerre accepté, à la demande du ministre Charles de Broqueville, une mission de renseignements sur le marche de l'invasion. Il s'agit maintenant d'exfiltrer des soldats français de la Lorraine belge vers le grand-duché de Luxembourg et ensuite vers la Suisse. Léon Parent, un jeune homme originaire de

Wonèche, a pour sa part qui achemine via la frontière de Français vers les villages voisins le fait par ailleurs que dans la région de Liège, la frontière des Pays-Bas. Il y aura sorti des boîtes de munitions sous diverses formes en haillons de tissu, de quatre ans à être fusillé. Léon Parent, fusillé.

La francophilie a été au cœur des réseaux français, notamment depuis la guerre. Fauquenot depuis la guerre française. Il recrute des amis restés au pays, des bandiers. Les premiers de Liège subiront la guerre, ainsi le dentiste s'installe en Hesse et le machiniste à Kinkempois, fusillé. Un jour, on fusille des Français. Constant Herck de Verviers (qui a travaillé pendant la guerre) même que le voyageur. Il fut aussi le 18 octobre 1918 les Allemands ont plusieurs services dans des activités ferroviaires. Un agent de police reçoit des peines. Benazet, tailleur.

Dix jours plus tard, 21 personnes s'étaient échappées du SR Legrand, né en 1888, avait pour tâche de reconstituer l'ancien réseau de postes d'observateurs de transmission de messages, l'autre sur le système fonctionnant avec la région de Liège. Bas, Legrand est a

Worêche, a pour sa part monté tout un réseau (*Parent - de Monge*) qui achemine via force détours précautionneux des petits groupes de Français vers Liège, d'où la complicité d'agents des tramways vicinaux les fait parvenir à Ében-Émael et les aide à franchir la frontière des Pays-Bas. À la grande surprise des autorités françaises, on verra sortir des bois, en novembre 1918, de petits groupes aux uniformes en haillons mais toujours armés, ayant réussi pendant plus de quatre ans à échapper à toutes les battues allemandes - mais Léon Parent, fusillé à Gand, ne sera plus là.

La francophilie ardente des Liégeois explique leur participation aux réseaux français d'observation des chemins de fer, animés notamment depuis le consulat français de Maestricht par Émile Fauquenot depuis mai 1915 pour le compte du 2<sup>e</sup> Bureau du GQG français. Il recrute nombre d'agents parmi les réfugiés liégeois, leurs amis restés au pays et le milieu très spécial des fraudeurs et contrebandiers. Les premiers services français opérant dans la province de Liège subiront quelques désastres sanglants. Le SR *Renier* perd ainsi le dentiste spadois de nationalité luxembourgeoise Amédée Hesse et le machiniste des chemins de fer François Paquay, de Fankeminois, fusillés à la Chartreuse le 18 octobre 1915. Le même jour, on fusille des hommes du SR *Benazet*, comme le négociant Constant Herck de Welkenraedt, le magasinier Orphal Simon de Verviers (qui a travaillé en même temps pour plusieurs réseaux, de même que le voyageur de commerce liégeois André Garot, fusillé lui aussi le 18 octobre). Dans ce procès tenu les 15 et 16 octobre, les Allemands ont mêlé sans trop y comprendre les activités de plusieurs services. Neuf autres personnes plus ou moins liées à des activités ferroviaires (mécaniciens, chauffeurs), un sculpteur, un agent de police liégeois et un ingénieur de nationalité française reçoivent des peines de prison ; bien que condamnée à mort, Anna Benazet, tailleuse à Verviers, ne sera pas fusillée.

Dix jours plus tard, le 27 octobre, s'ouvre à Liège le procès de 21 personnes s'étant livrées à des observations ferroviaires pour le compte du SR *Legrand-Lugen*. Jean Legrand, un mécanicien liégeois né en 1888, avait passé la frontière des Pays-Bas pour tenter de reconstituer l'ancien SR *Lugen*, en partie démantelé. Il monte plusieurs postes d'observation le long des grandes lignes, et deux systèmes de transmission du courrier dont un basé sur les chemins de fer, l'autre sur le tramway vicinal transfrontière Tongres-Glons. Le système fonctionne pendant quatre mois, nouant même des liens avec la région de Maubeuge. Trahi par un faux courrier des Pays-Bas, Legrand est arrêté le 23 septembre 1915. Les accusés forment

un ensemble assez hétéroclite : d'une part, l'habituel mélange de divers cheminots, Léon François et Félix Van den Snoeck, contrôleurs des tramways ; d'autre part, l'agent de police liégeois Auguste Beguin, à côté de membres reflétant la prolongation du réseau dans la région frontalière avec la France : des fermiers de Sainte-Cécile, un bûcheron de Muno, un pâtissier de Virton, des forgerons de nationalité française et même le garde-chasse du domaine des Amerois qui appartenait en partie au roi Albert. Neuf condamnés à mort (Auguste Beguin, Jules-Henri Defêchereux, Léon François, Lucien Gillet, Joseph-Gabriel Gilot, Jean Legrand, Henri Noirfalise, Oscar Sacré, Félix Van den Snoeck) sont fusillés dès le lendemain 28 octobre 1915 à la Chartreuse.

Au printemps 1916 viendra le tour, le 19 mai, des Verviétois Alphonse Ramet, employé, et Victor Lemoine, garçon de café, dont on sait seulement qu'ils appartenaient, avec l'épouse et la mère de Ramet, à un service français d'observation ferroviaire. Exécuté le 29 juin, le commerçant hasseltois Louis Somers qui dirige un service portant son nom, a été arrêté à Liège le 6 avril. Le démantèlement des réseaux français se poursuit avec l'exécution le 29 août 1916 des trois membres du SR *Kerf* (le facteur Joseph Kerf, le cheminot Guillaume Xhonneux et le boulanger Joseph Hick) opérant dans la région de Welkenraedt-Bleiberg-Montzen-Hombourg, d'abord pour un service belge puis français.

Les deux dernières affaires sont restées célèbres. L'Alsacien Joseph Zilliox, batelier strasbourgeois originaire d'Offendorf, avait été incorporé malgré lui dans l'armée allemande où il avait même obtenu la Croix de fer (après, dira-t-on, une blessure volontaire) et avait été affecté ensuite au bureau allemand d'exploitation fluviale de Liège. Avec le batelier liégeois Jules Hentjens, Léon de Pollinie et Jean Thonnart, il avait conçu le projet de s'emparer du remorqueur *Anna* et de l'amener depuis les environs de Visé aux Pays-Bas avec 42 volontaires pour l'armée belge. L'exploit fut réalisé dans la nuit du 5 au 6 décembre 1916 après avoir enivré et drogué l'équipage allemand et revêtu ses uniformes. Arrivé à Maestricht, Zilliox aurait voulu s'enrôler dans l'armée française, qui refusera par « méfiance » envers ce déserteur de l'armée impériale. Via son ami Jules Hentjens, qui venait de rééditer l'exploit de l'*Anna* avec son propre remorqueur le célèbre *Atlas V* parti de Liège le 3 janvier 1917 à minuit avec 103 passagers dont 94 volontaires de guerre, Zilliox est mis en contact avec un réseau britannique qui le persuade de rentrer à Liège pour y faire de l'espionnage, alors qu'il est porté déserteur. Avec l'agent Lecocq, il installe un poste

d'observation ferroviaire de l'Ourthe et de la Vesdre. Ses messages. Regagné par le SR français pour continuer à son profit. À son retour, le traître Joseph Douhaire le 11 avril 1917, fort mécontent, il est fusillé à la Chartreuse.

C'est probablement de la même époque que celle du commandant Lemoine, 54 ans. Véritable héros, est occupé de multiples tâches. C'est lui qui a recruté et dirigé la formation de fausses carabinières (son retour), renseigné les Pays-Bas sur la machine infernale des Allemands. Arrêté le 26 juin 1917, il est exécuté le 4 septembre.

Zilliox et Lejeune sont des héros de la région liégeoise. Fuyant depuis Maestricht, a été guidé par un guide hollandais en France. Franz Creusen, ex-agent allemand, pendant dix-neuf mois, a organisé l'évasion de la prison de Saint-Georges avec l'aide d'un de ses amis, le journaliste Marian Szeszycki.

Cela n'avait plus grand-chose de nouveau qu'ils ont menée pendant plusieurs semaines, face aux Britanniques, la « bataille de Saint-Georges », de la part de tous leurs efforts sur

Les Belges ne le regrettent pas. Folkestone, leurs amis, méfiantes avec les Français. Le fort dangereux, comme celui qui voulait faire passer la flamme, fomentent une insurrection. Joffre pour septembre

l'observation ferroviaire à Angleur, à l'embranchement des lignes de l'Ourthe et de la Vesdre, mais il a des difficultés à faire passer ses messages. Regagnant Maestricht, il s'abouche cette fois avec le SR français pour continuer l'observation et monter un petit réseau à son profit. À son retour à Liège, il est identifié par le fameux maître Joseph Douhard, un Herstalien de mère allemande. Arrêté le 11 avril 1917, fort maltraité comme déserteur par la police allemande, il est fusillé à la Chartreuse le 25 juillet 1917.

C'est probablement dans les retombées de l'affaire Zilliox qu'il faut placer celle du commissaire-adjoint Jean Lejeune de la police liégeoise, 54 ans. Véritable homme-orchestre de la clandestinité, il est occupé de multiples activités : recrutement de jeunes gens (c'est lui qui a recruté les volontaires de l'*Anna* et de l'*Atlas V*), fabrication de fausses cartes d'identité (dont celles remises à Zilliox à son retour), renseignement, sabotage de lignes télégraphiques, liaisons avec les Pays-Bas. On lui prêtait même la préparation d'une machine infernale destinée à faire sauter le viaduc du Val-Benoît ! Arrêté le 26 juin 1917, il est condamné à mort le 4 juillet et fusillé le 4 septembre.

Zilliox et Lejeune sont les derniers feux des services français dans la région liégeoise. En effet, Émile Fauquenot, qui les dirigeait depuis Maestricht, a été arrêté en juin 1916 par la trahison de leur guide hollandais en franchissant la frontière avec Marie Birckel et Franz Creusen, ex-agent et saboteur des services belges. Détenus pendant dix-neuf mois, Fauquenot et Creusen réussissent une évasion de la prison Saint-Léonard le vendredi saint 28 mars 1918 avec l'aide d'un de leurs gardiens, le soldat allemand d'origine polonaise Marian Szeszycki.

Cela n'avait plus grande importance. Écœurés par la petite guerre qu'ils ont menée pendant deux ans aux Pays-Bas contre leurs rivaux britanniques (1916-1917), les SR français ont pris la décision, faute de fonds capables de concurrencer la « cavalerie de Saint-Georges », de leur abandonner les Pays-Bas et de concentrer tous leurs efforts sur l'espionnage à partir du sol helvétique.

Les Belges ne le regrettaient pas. En dépit du bureau triple de Folkestone, leurs antennes aux Pays-Bas avaient eu des relations méfiantes avec les Français et ils s'inquiétaient de certains projets fort dangereux, comme celui du commandant Zopff du 2<sup>e</sup> Bureau qui voulait faire parvenir en Belgique armes et explosifs pour y fomenter une insurrection coïncidant avec l'offensive préparée par Joffre pour septembre 1915 !

### On His Majesty's Service

Les Britanniques avaient pour leur part édifié trois structures qui étaient très loin de collaborer franchement entre elles. Officier d'artillerie blessé près de Mons en 1914, Ernest A. Wallinger dirige depuis Londres l'organisation WL au profit des General Headquarters (GHQ) britanniques. C'est aussi au profit de ces derniers qu'un autre officier, Cecil Aylmer Cameron, dont le passeport n'est pas exactement celui d'un *officer and gentleman*, représente son pays au bureau de Folkestone et a mis sur pied l'organisation CF. Enfin, le *commander* Richard Bolton Tinsley de la Royal Navy Volunteer Reserve était bien implanté avant la guerre aux Pays-Bas comme directeur d'une agence de navigation et avait édifié, au profit direct cette fois du War Office, l'organisation T. Théoriquement, le major puis lieutenant-colonel Laurence Oppenheim, attaché militaire, coiffait le tout avec l'aide des consulats britanniques ; et à Rotterdam, le comte Jacques de Lesdang travaillait directement pour la Naval Intelligence, représentée à Folkestone par le lieutenant O'Caffrey. À Flessinghe, les frères Van Tichelen, d'origine belge, dirigent, sous couvert d'une firme céréalière, les activités des agents WL.

Cette multiplication engendre de troubles concurrences, guerres de services, débauchages d'agents voire sabotages des efforts du rival. À la fin de 1915, un *gentlemen's agreement* est trouvé : le service CF opérera à l'ouest de la verticale Anvers-Bruxelles-Namur, l'est sera réservé à T tandis que WL pourra opérer dans toute la Belgique. Mais ce compartimentage nuit à la diffusion des renseignements et ne résout rien dans les querelles entre services qui reprennent avec acharnement à partir de l'été 1915. En revanche, le grand atout des Britanniques, ce sont les fonds dont ils disposent : 250 000 livres sterling en 1918. S'il est acquis que la motivation primordiale des Belges recrutés est le patriotisme, les services qu'on leur demande sont des plus exigeants. L'observation ferroviaire nécessite, pour être efficace, de louer ou d'acheter des maisons à proximité des voies, et l'attention permanente exigée veut que l'on abandonne son travail pour s'y adonner à plein temps, alors que la vie est devenue chère et qu'il faut bien nourrir ses proches. Certains dirigeants de services travaillant pour les Britanniques n'hésitent parfois pas à affirmer à leurs recrutés, pour vaincre leurs scrupules à travailler pour la *Perfide Albion*, quinze ans après l'hystérie anglophobe de la guerre des Boers (en Afrique du Sud), qu'ils appartiennent à des services belges ou interalliés.

Dans les premiers temps, le belge universois Joseph Baeckelmans qui travaillait pour WL est arrêté et exécuté à Bruxelles. Pour développer leur réseau, les agents WL que l'héroïne nationale ne peut pas être renvoyée en Belgique. Il y a une confusion entre les Lenders, un entrepreneur qui a un petit réseau d'observateurs travaillant au bénéfice des Britanniques, aussi occupé d'exfiltration de la Belgique Afchain, délégué de la Belgique au service de la Grande-Bretagne, des postes fixes situés à Bruxelles et Statte. Pour l'observation, les Lenders utilisera les services de la Belgique commerçant Jules I. Liège-Hasselt et la rocaffe de Peiffer au Haut-Pré, qui surveille le trafic sur la Belgique depuis sa maison de la Belgique colombophilie se révèle. Simon, ressortissant belge, est arrêté en avril 1915, est condamné. En effet, le plus grand réseau de renseignements recueilli par le réservoir d'une autre Belgique à Grivegnée, se rend en Belgique transportant les rapports en Belgique. Il y a surtout la Belgique Frenay, qui sous la couverture d'une semaine à Maestricht, est arrêté par un faux courrier. L'attention du service passa à la Belgique a transformé le domicile de la Belgique tomberont Deschutte, est arrêté dans cette Belgique Chartreuse le 7 juin 1915.

Le petit industriel Diest, qui était passé en Belgique se laisse persuader

Dans les premiers temps, la « casse » est importante. L'architecte luxembourgeois Joseph Baeckelmans et le négociant Alexandre Franck, qui travaillent pour WL et ont été formés en Grande-Bretagne, sont arrêtés et exécutés à Bruxelles fin septembre 1915 avant d'avoir pu développer leur réseau. C'est également à Londres et à Folkestone que l'héroïne nationale Gabrielle Petit avait été entraînée avant d'être renvoyée en Belgique. Pour les réseaux organisés sur place, il y a une confusion certaine quant à leurs réels patrons. Justin Lenders, un entrepreneur en chauffage liégeois, avait mis sur pied un petit réseau d'observation des chemins de fer qui aurait d'abord travaillé au bénéfice des services belges, puis français car il s'était aussi occupé d'exfiltration d'officiers français. C'est le ressortissant belge Afchain, délégué de Cameron à Maestricht, qui le fait passer au service de la Grande-Bretagne. Lenders rassemble les rapports des postes fixes situés autour des gares de Kinkempois, Haut-Pré et Statte. Pour l'observation des lignes Liège-Bruxelles, Liège-Namur-Charleroi, Namur-Tirlemont et Namur-Bruxelles, le SR Lenders utilisera les services d'Oscar Delarge, chef de gare à Wanze, du commerçant Jules Deschutter habitant à Liers pour les lignes Liège-Hasselt et la rocade Liège-Ans, de l'ouvrier armurier Pierre Peiffer au Haut-Pré, du voyageur de commerce Jean Bourseaux qui surveille le trafic sur le plan incliné du chemin de fer à Liège depuis sa maison de la rue Henri Maus et dont le goût pour la colombophilie se révèle très utile. À Namur, le dessinateur Charles Simon, ressortissant britannique, expédié en Allemagne comme tel en avril 1915, est compromis après la rafle qui touche le réseau. En effet, le plus grand problème est d'acheminer vers Maestricht les informations recueillies. Lenders va utiliser de faux permis et le réservoir d'une automobile ; François Barthélemy, industriel à Grivegnée, se rend chaque semaine aux Pays-Bas via Lanaken, transportant les rapports roulés en forme de cigarettes dans son étui. Il y a surtout la calme mais héroïque Louise Derache, épouse Brenay, qui sous la couverture d'un trafic de beurre se rend chaque semaine à Maestricht avec un panier à double fond. Elle est trahie par un faux courrier, entraînant l'arrestation de Lenders, la direction du service passant à Jean Bourseaux. La police allemande a transformé le domicile de Louise Derache en « souricière » où tomberont Deschutter et Bourseaux le 30 avril. Les huit agents compromis dans cette affaire et ses suites seront tous fusillés à la Chartreuse le 7 juin 1915 (voir l'avis de leur exécution page 246).

Le petit industriel Dieudonné Lambrecht, du quartier de Vivegnis à Liège, qui était passé aux Pays-Bas pour s'enrôler dans l'armée, se laisse persuader en décembre 1914 de rentrer en Belgique

pour y créer un nouveau réseau de *train watching* au profit des Britanniques dans les provinces de Liège, Namur et Luxembourg avec des « postes fixes » à Stavelot et à Jemelle, qui permettent de déceler les transferts de troupes depuis le front des Balkans (après l'effondrement serbe) vers le front ouest. Lambrecht, secondé par son beau-frère Oscar Donnay et les pères jésuites Jean Descray et Arthur Dupont, recrute toutes les bonnes volontés, mais essentiellement – on s'en doute – des cheminots, poussant ses antennes vers Gouvy et le littoral, au grand-duché de Luxembourg et à Charleville. Il commet cependant d'énormes imprudences en allant faire lui-même des observations *in situ*, recueillir les rapports des agents et les acheminer personnellement aux Pays-Bas, cachés dans les boutons de son manteau, par d'incessants passages de frontière qui le mettent à la merci d'infiltrés ou de passeurs vénaux. Son plus grand exploit est d'avoir signalé le passage par Marloie d'unités se dirigeant vers la région de Verdun avant le déclenchement de l'offensive allemande. La chute est proche, cependant : l'agent double Keuters a réussi à détourner du courrier venu des Pays-Bas et le traître Douhard (23 morts sur la conscience) a filé ses déplacements le long des lignes ferroviaires jusqu'à Gouvy. Arrêté le 4 mars 1916, Lambrecht est fusillé le 18 avril sans avoir donné aucun nom. C'est ce qui permet à l'antenne organisée à Stavelot par la famille Grandprez de n'être pas inquiétée à cette époque, et il semble que le chef de gare Lelarge, fusillé dès 1915 pour appartenance au SR *Lenders*, ait travaillé en même temps pour Dieudonné Lambrecht, sans que les Allemands ne soupçonnent le lien entre les deux affaires.

Recruté par Lambrecht au printemps 1915, Constant Grandprez, propriétaire d'une importante tannerie, avait monté à Stavelot un petit réseau quasi familial avec son frère François, sa sœur Élise et, comme courrier vers Liège, son neveu Léopold Grandprez. Aidés du facteur André Grégoire, de l'abbé Simon, curé de Rogery, et du docteur Hardy, ils s'occupent aussi de l'envoi de volontaires à l'armée, d'aide aux prisonniers de guerre russes évadés, de distribution de subsides à des agents de l'État sans travail. Leur activité principale est toutefois l'observation des lignes d'importance stratégique Stavelot-Trois-Ponts et Trois-Ponts-Vielsalm-Gouvy. Si le jeune Léopold a pu rejoindre le front en 1916, le groupe Grandprez se tient coi après l'arrestation de Lambrecht, mais, voulant reprendre ses activités, il sera pénétré en janvier 1917 par l'agent ennemi Émile Delacourt, originaire de Roubaix. Constant Grandprez est arrêté à Liège le 27 janvier 1917 au domicile de Delacourt et son frère François au rendez-vous qu'il lui avait fixé. Dans la foulée

ont été arrêtés à qu'André Grégoire e voulait d'abord cond peines de prison aux est changé le 29 mar condamnés à mort, L que quinze ans de t est cependant expé triple exécution de G le 8 mai. Le 8 mars avaient été fusillés Montfort recevant 1

Tombe peu après u pour l'organisation 1916, par Henri Wa Liège-Vivegnis et L sont fusillés, le 4 s Ougrée, et Jacques d'Ougrée-Marihay

Pendant que le sang des trois organisatio pendables, ne respe d'un ferry britannique capitaine était accus met aux Allemands Tinsley, ce qui leur en série pendant l'é à partir de mars pa Joseph Jacques, qu nemi. Pour compen de son rival Camer territoire censé être pour imposer une récolte d'informati pied un essai de ser français Boucabeill

Un véritable retou deux phases (1916 des vicinaux du Li commodor de l'oc permis allemands)

ont être arrêtés à Stavelot leurs sœurs Élise et Marie, ainsi qu'André Grégoire et son épouse. Le conseil de guerre allemand voulait d'abord condamner à mort les trois hommes et infliger des peines de prison aux femmes, puis, on ne sait pourquoi, le verdict est changé le 29 mars : Constant, Élise et le facteur Grégoire sont condamnés à mort, l'épouse de ce dernier et François ne reçoivent que quinze ans de travaux forcés et Marie Grandprez, acquittée, est cependant expédiée en Allemagne comme « indésirable ». La triple exécution de Grégoire, de Constant et Élise Grandprez a lieu le 8 mai. Le 8 mars déjà, Cassian Montfort et Jacques Wauthy avaient été fusillés pour appartenance à un réseau anglais, Éva Montfort recevant 10 ans de travaux forcés.

Tombe peu après un autre groupe de *train watchers* travaillant pour l'organisation Tinsley du War Office : le SR *Wathelet* créé fin 1916, par Henri Wathelet, pour observer depuis Ougrée le trafic Liège-Vivegnis et Liège Longdoz-Namur. Avec Henri Wathelet sont fusillés, le 4 septembre 1917, Adrien Richter, boulanger à Ougrée, et Jacques Lelarge, un contremaître des hauts-fourneaux d'Ougrée-Marihaye surplombant la ligne de Namur.

Pendant que le sang de leurs agents belges coulait, les dirigeants des trois organisations *WL*, *CF* et *T* continuaient à se jouer des tours pendables, ne respectant plus l'accord de 1915. L'arraisonnement d'un ferry britannique de la ligne Flessinghe-Folkestone dont le capitaine était accusé d'avoir voulu couler un navire allemand permet aux Allemands de mettre la main sur l'abondant courrier de Tinsley, ce qui leur permet de démanteler, par des arrestations en série pendant l'été 1916, le réseau organisé depuis Maestricht à partir de mars par le belge Arthur Frankignoul. En juin 1916, Joseph Jacques, qui animait le réseau éponyme, est passé à l'ennemi. Pour compenser ces pertes, *T* va détourner les agents *CF* de son rival Cameron, qui riposte en étendant ses activités sur le territoire censé être réservé à Tinsley. Oppenheim doit intervenir pour imposer une trêve, centraliser et contrôler le contenu de la récolte d'informations. Ce n'est qu'en août 1918 qu'on mettra sur pied un essai de service central interallié sous les ordres du général français Boucabeille.

Un véritable retournement de situation survient cependant en deux phases (1916 et 1917). Édouard Lagasse de Loch, directeur des vicinaux du Limbourg, est resté en Belgique où il feint de s'accommoder de l'occupation, obtenant de multiples *Ausweis* (des permis allemands). Travaillant d'abord pour le réseau *Frankignoul*,

il en récupère les survivants pour créer en août 1916 le grand service *Hunter*, qui regroupera pas moins de 26 sous-réseaux et comptera 250 agents. Une bonne quarantaine de points de passage des renseignements existent alors sur la frontière des Pays-Bas où ses activités sont favorisées par le fait que le beau-frère de Lagasse de Locht appartient aux services hollandais de contre-espionnage. Se rattachera au service *Hunter* début 1918 le petit service liégeois *Brésil* dirigé par Joseph Lefèvre, chef de bureau à Sclessin. Nous avons déjà évoqué le passage dans l'organisation *T* du grand service *Oram* – belge à l'origine. Le réseau d'espionnage des chemins de fer centré sur certaines associations syndicales du Hainaut dirigé par le sénateur socialiste Léon Colleaux et qui avait d'abord travaillé pour les services belges passe, via son rattachement à *Oram*, comme service *M69* chez *T*. Les réseaux *Oram* et *Hunter* réussissent donc à récupérer d'assez nombreux vétérans ayant déjà œuvré pour les Belges ou les Français et qui ont perdu le contact avec eux. Tinsley a surtout obtenu en renfort deux organisateurs, virtuoses de la guerre secrète, le capitaine d'origine sud-africaine Henry Landau, qui prendra à partir de novembre 1916 la tête de la branche militaire de *T*, et son adjoint le lieutenant Hugh R. Dalton, qui est né en Belgique et y a passé une partie de son adolescence. Le triomphe des réseaux du War Office sur ses concurrents du GHQ est proche : un redressement spectaculaire, si l'on se souvient que *T* avait été rendu inopérant à la chute du réseau *Frankignoul*.

*CF* avait déjà subi des coups très durs quand le « service des télégraphistes » qu'il animait avait été démantelé par les Allemands dans le cadre de l'affaire Parenté qui avait conduit 36 personnes devant le conseil de guerre de Mons (celui-ci en condamne 34, dont 9 à la peine de mort, en mai 1915). Il perd à l'automne 1917 le service belge *Biscops* qui entraîne dans sa chute le réseau *Lux* de l'abbé Buelens, qui travaillait pour le *WL* de Wallinger mais avait accepté de lui prêter des courriers. Le chef de *Biscops*, l'ingénieur Léon Deboucq, réussit à se réfugier aux Pays-Bas et une partie des survivants de son réseau se rattachent à la *Dame blanche* de Wathère Dewé, lui permettant ainsi d'étendre ses activités jusqu'à Valenciennes. Découragé, Cameron jette l'éponge, et Wallinger, aidé de l'officier britannique Best (le futur héros malheureux de l'incident de Venlo en 1939), dirige à partir de janvier 1918 *WL* et *CF* qui ne regroupent plus que onze petits services en Belgique occupée, dont trois sont infiltrés par l'ennemi – triste fin de deux services qui avaient à certaines époques employé près de 2 000 agents.

Il convient aussi d'insister sur le rôle des Britanniques opérant en Belgique, comme dans le cas de la *Naval Intelligence* et de l'officier autrichien Alexandre de décrypter le célèbre message des États-Unis à entrer en

### « La Dame blanche »

À la mort de Dieu, Walthère Dewé (né en 1878) et ses renseignements, s'efforçant de purger des éléments sur des bases quasi militaires, ou *B49*. Dewé est belge, géoïse, qui s'était efforcé de Liège de mettre à la tête des troupes belges. Il restait de la documentation sur son ami Herman Clément, chef de travaux, fesseur ordinaire) avait pour avoir débuté son service avec son père jésuite, qui avait appartenu à la presse clandestine, et avait fait partir des soldats du *WL* le 22 juin 1916, l'information fournie par le banquier Neujean, commissaire de la ville de Chauvin. Ses membres de la *Dame blanche* et ceux de leurs indicateurs embryonnaire d'un code *Petit*, évite

La pénible expérience de partir sur de nouveaux territoires de tous les agents et de ne pas effectuer lui-même qui risquaient de perdre une faune assez importante.

Il convient aussi de noter que, pour de grandes affaires, les Britanniques opéraient avec leurs propres agents sur le sol belge, comme dans le cas du célèbre retournement à Bruxelles par la Naval Intelligence et le WO (War Office) du radiotélégraphiste autrichien Alexander Sezek qui leur fournit le code permettant de décrypter le célèbre *télégramme Zimmermann* qui poussera les États-Unis à entrer en guerre en avril 1917.

### « La Dame blanche vous regarde... »

À la mort de Dieudonné Lambrecht, c'est son propre cousin, Walthère Dewé (né en 1880), qui, lui ayant déjà fourni divers renseignements, s'efforce de renouer les fils épars de son réseau en repurant des éléments douteux ou dangereux et en le réorganisant sur des bases quasi scientifiques sous le nom de *Service Michelin* ou B49. Dewé est en effet un ingénieur électricien de la RTT liégeoise, qui s'était efforcé pendant les premiers jours de la bataille de Liège de mettre au point, à la Citadelle, un poste émetteur pour les troupes belges. Tout naturellement, après avoir récupéré ce qui restait de la documentation rassemblée par Lambrecht, il recrute son ami Herman Chauvin, lui aussi ingénieur électricien. Ce brillant chef de travaux à l'institut Montéfiore (où il deviendra professeur ordinaire) avait une connaissance parfaite de l'allemand pour avoir débuté sa carrière à Francfort. Ils s'adjoignent rapidement le père jésuite Jean Desonay du collège Saint-Servais, qui avait appartenu au réseau Lambrecht et surtout été actif dans la presse clandestine, les lignes d'évasion et la transmission du courrier des soldats du front. Le trio fonde son propre réseau en date du 22 juin 1916, l'indispensable « nerf de la guerre » initial étant fourni par le banquier Marcel Nagelmackers. Enfin, Alexandre Neujean, commissaire en chef de la police liégeoise, est le beau-père de Chauvin. Ses fonctions l'obligeant à côtoyer journallement les membres de la *Polizeistelle*, il peut fournir leurs signalements et ceux de leurs indicateurs, photos à l'appui, et, en dotant le réseau embryonnaire d'une contre-police efficace qu'il dirige sous le nom de code *Petit*, éviter les infiltrations.

La pénible expérience du réseau Lambrecht a prouvé qu'il fallait partir sur de nouvelles bases : éviter que le « chef » ne soit connu de tous les agents et donc à la merci d'une dénonciation, éviter qu'il n'affectue lui-même les missions de franchissement de frontière qui risquaient de le faire repérer et le mettaient en contact avec une faune assez interlope de passeurs ou fraudeurs professionnels.

Et par-dessus tout, établir un cloisonnement rigoureux entre les agents recrutés, éviter le contact avec d'autres réseaux et proscrire toute activité autre que le renseignement militaire proprement dit (presse, évasions, courrier clandestin). Les anciens agents de Lambrecht sont passés en revue et on ne garde que ceux qui sont d'une moralité à toute épreuve et d'un rendement antérieur satisfaisant. Dans un premier temps, le nouveau réseau, couvrant toute la Belgique, est divisé en quatre secteurs dont le responsable local est seul à connaître l'identité des deux chefs, Dewé (alias *Van den Bosch*, *Gauthier* ou *Muraille*) et Chauvin (alias *Beaumont*, *Valdor* ou *Bouchon*). Le père Desonay (*Belleflamme*) est arrêté le 14 juin 1917, ses tentatives d'entrer en contact avec un service britannique aux Pays-Bas l'ayant fait repérer par un agent double. Comme il a pu se débarrasser à temps des documents touchant le réseau, les Allemands, faute de preuves, se contentent de l'expédier au camp de Holzminden comme « indésirable à Liège ».

En se développant peu à peu au départ de Liège, le nouveau réseau, basé comme celui de feu Lambrecht sur la surveillance des voies ferrées, établit des postes fixes de *train watchers* à Charleroi, Dinant et Tongres. À Marche, il récupère un autre ancien de l'organisation Lambrecht : le juge Arsène Scheurette. Un nouveau nom de réseau s'impose peu à peu : *La Dame blanche*, appellation sur laquelle beaucoup d'erreurs ont été transmises. La plus commune serait une allusion au mythe de la Dame blanche des Hohenzollern, qui apparaîtrait pour annoncer tout décès ou toute catastrophe au sein de la dynastie prussienne. Fort bien, mais c'est là une confusion avec la légende de la Dame blanche des Habsbourg. Nous pensons plutôt à l'influence des paroles d'un opéra-bouffe éponyme de François-Adrien Boieldieu, toujours très populaire en 1914 : « Prenez garde, prenez garde, la Dame blanche vous regarde ! » – ce qui semble tout indiqué pour un réseau d'espionnage. Il y a peut-être aussi un emprunt au folklore liégeois : *li p'tite blanke feum* (« la petite femme blanche ») du quartier ouest qui porte malheur aux habitants d'une maison devant laquelle elle s'arrête, une légende décrite en détail peu avant 1914 par Rodolphe de Warsage.

Alors que le réseau de Dieudonné Lambrecht, mécontent de la parcimonie des fonds alloués par Tinsley pour son fonctionnement, avait fini par passer au service de Cameron, le petit réseau *Michelin* de Dewé, encore embryonnaire, n'aura guère confiance dans l'amateurisme de l'agent de Cameron avec lequel Robert Boseret et Gustave Snoeck sont allés prendre contact à Maestricht. Un

nouveau contact  
le capitaine L  
posé un préala  
rés non comm  
Sa Majesté br  
le promet « n  
Chauvin donn  
nisation milita  
bataillons (Liè  
nombre varia  
mandant. Cha  
nances », géné  
de l'acheminem  
quartier génér  
un sous-comm  
suprême pren  
contre-espionn  
nerie. Les vrai  
caporal ou sol  
Il leur est form  
ou de s'impliq  
niveau des age  
caractéristique  
huer des grade  
bon escient la

À la veille de l'  
À Liège, siège à  
dirigé par l'ing  
la 1<sup>re</sup> compagn  
à Liège, Vervie  
l'abbé Henri P  
(commandée p  
de Marche, Arl  
(Joseph Roisin  
la 4<sup>e</sup> compagn  
Gobeaux) avec  
Hirson (dont  
est commandé  
(avec Jules de  
et Valencienn  
Rapsaet) avec  
pagnie à Gand  
Gand, Courtra

nouveau contact établi le 5 juillet 1917 par Gustave Lemaire avec le capitaine Landau de *T* est plus prometteur. Dewé a toutefois posé un préalable, exigeant que ses collaborateurs soient considérés non comme des espions mais comme des soldats réguliers de Sa Majesté britannique. Pressé d'obtenir leur concours, Landau le promet « mais pour après la guerre ». N'empêche, Dewé et Chauvin donnent à ce qui deviendra *La Dame blanche* une organisation militarisée : un chef de bataillon commande un des trois bataillons (Liège, Namur, Charleroi), ayant sous ses ordres un nombre variable de compagnies dirigées chacune par un commandant. Chaque compagnie est divisée en pelotons ou « lieutenances », généralement trois, et un quatrième peloton s'occupe de l'acheminement des rapports vers la « boîte aux lettres » du quartier général, lui-même actionné par un commandant en chef, un sous-commandant en activité et un en réserve. Un conseil suprême prend les décisions collectives et, outre le service de contre-espionnage de Neujean, il y a même un service d'aumônerie. Les vrais agents reçoivent des grades d'adjudant, sergent, caporal ou soldat, et sont assermentés, jurant obéissance et secret. Il leur est formellement interdit d'appartenir à un autre service ou de s'impliquer dans d'autres activités anti-allemandes. Tant au niveau des agents que des auxiliaires, la *Dame blanche* a pour autre caractéristique d'utiliser de nombreuses femmes et de leur distribuer des grades. *La Dame blanche* a aussi su récupérer et utiliser à bon escient la partie indemne de l'ancien réseau *Biscops*.

À la veille de l'été 1918, la « militarisation » du réseau est achevée. À Liège, siège à la fois du commandement central et du I<sup>er</sup> bataillon dirigé par l'ingénieur Louis Boscheron, il n'y a qu'une compagnie, la 1<sup>re</sup> compagnie (qu'il commande également) avec les lieutenances à Liège, Verviers et Hasselt. À Namur, le II<sup>e</sup> bataillon est dirigé par l'abbé Henri Philippot, qui supervise la 2<sup>e</sup> compagnie de Marche (commandée par le juge Arsène Scheurette) avec les lieutenances de Marche, Arlon et Luxembourg-ville ; la 3<sup>e</sup> compagnie de Namur (Joseph Roisin) avec les lieutenances à Namur, Dinant et Bertrix ; la 4<sup>e</sup> compagnie de Chimay (dirigée par l'instituteur Anatole Gobeaux) avec les lieutenances de Chimay, Charleroi et Trélon-Hirson (dont nous reparlerons). Le III<sup>e</sup> bataillon de Bruxelles est commandé par Laure Tandel avec la 5<sup>e</sup> compagnie à Mons (avec Jules de Looze) et ses lieutenances de Mons, Maubeuge et Valenciennes ; la 6<sup>e</sup> compagnie à Tournai (dirigée par Maurice Rapsaet) avec les lieutenances de Tournai, Ath et Lille ; la 7<sup>e</sup> compagnie à Gand (dirigée par Léopold Herry) avec les lieutenances à Gand, Courtrai et Bruges ; et la 8<sup>e</sup> compagnie de Bruxelles (dirigée

par Léopold Blanjean) avec les lieutenances de Bruxelles, Malines et La Louvière.

À la même époque, le conseil suprême est composé de Walthère Dewé, Herman Chauvin, Louis Boscheron, Victor Firket, Joseph Falloise et Trophime Delville qui sont tous des ingénieurs sortis de l'Université de Liège. Il est – grande innovation – doublé d'un conseil suprême féminin où l'on retrouve notamment Laura Tandel, la célèbre philologue classique Marie Delcourt, Emma Weimerskirch, Juliette Durieu, Julienne et Anne Demarteau et, *last but not least*, Thérèse de Radiguès. Ce conseil doit se tenir prêt à remplacer, en cas d'arrestation, les dirigeants du conseil suprême. Le recrutement est très éclectique : des humbles fort courageux à côté d'un nombre très élevé d'universitaires (144), des membres du clergé, religieux et religieuses attirés par la très grande foi catholique manifestée par Dewé, et des aristocrates.

Ces derniers sont surtout nombreux dans le P49, « peloton de chevauchement » entre secteurs commandé par Thérèse de Radiguès de Chennevière (*lieutenant Dubois-Lefèvre*), depuis son château de Conneux. Recrutant par capillarité dans le même milieu aristocratique, ce peloton comptera dans ses rangs quatre barons, quatre baronnes, trois comtes et six comtesses ! Pour l'observation des chemins de fer – tâche essentielle –, Dewé a eu la bonne fortune de trouver à Chimay et à Momignies Anatole Gobeaux et Ghislain Hanotier, qui recrutent de nombreuses religieuses françaises installées dans la région depuis l'expulsion des congrégations. Elles s'occupent d'un hôpital où l'on soigne des soldats allemands dont les bavardages permettront de signaler la possibilité d'une grosse offensive en direction de la ville d'Albert sur la Somme, prévue pour la fin mars 1918. Une autre recrue d'importance est Edmond Amiable, un jeune Français d'Hirson qui veut entrer dans les ordres. Arrivé à Liège pour tenter de s'enrôler dans l'armée française, il sera dirigé vers Dewé par le père Dupont mais il accepta, après un contact avec Landau, d'aller installer dans la région charnière ferroviaire de Trélon-Hirson, couvrant également Fourmies, Aubenton et Avesnes, un peloton d'observation dit « d'élite » dirigé par ses parents.

*La Dame blanche* finit donc en 1918, en dépit de quelques chaudes alertes, par exercer le quasi-monopole des renseignements destinés à l'organisation T du War Office. Et ce, avec un minimum de « casse ». Les agents des services opérant pour les GQG belge et français ont eu en moyenne 40 % de pertes par arrestation. On

nien aura que 26 %  
1084 affiliés (904 as  
4 % – et encore, par u  
de ce qu'on nommera

Arrivés eux aussi à Li  
le front depuis les P  
originaires de Tintign  
réseau Dewé pour y  
Metz-Thionville-Long  
recrutent leur propre  
les époux Joseph Bas  
Ernest Reymen, résid  
villa des Hironnelles  
tallé, sous la direction  
niers, une planque po  
bataillon.

Une jeune Française  
embauchée par Reym  
s'en amourache et ne  
dénoncent à la Kom  
Française. Le 8 mars  
la résidence de Reym  
trop bavards signalent  
être à la villa des Hir  
niers ennemis y font,  
les deux frères Collard  
Ferdinand Van den Be  
Goeseels, ainsi que d  
nés en vue d'être dact  
de 28 pistolets ! Ayan  
remonte à « l'étape vir  
et l'abbé Arnould. Ave  
réussit à persuader le  
amant, qu'Istas l'accor  
croit Rosa Comhaire e  
réussira à détruire ult  
aux perquisitions et fo

Les documents trouvés  
lement mais ils gardé  
mauvais traitements.  
rive allemande de la

en aura que 26 % et *Hunter* 22 %. La *Dame blanche*, avec ses 3084 affiliés (904 assermentés et 180 auxiliaires), n'en aura que 4 % - et encore, par un affreux concours de circonstances, à cause de ce qu'on nommera le drame de la villa des Hirondelles.

Arrivés eux aussi à Liège en octobre 1917 pour essayer de rejoindre le front depuis les Pays-Bas, les frères Louis et Antony Collard, originaires de Tintigny près de Virton, acceptent d'entrer dans le réseau Dewé pour y organiser un poste d'observation des lignes Metz-Thionville-Longuyon et Trèves-Luxembourg-Longuyon. Ils recrutent leur propre père Léon Collard, l'abbé Prosper Arnould, les époux Joseph Bastin, etc. À Liège, la *Dame blanche* avait enrôlé Ernest Reymen, résidant à Wandre, par ailleurs propriétaire de la villa des Hirondelles dans la même localité, où le réseau avait installé, sous la direction de Jeanne Goeseels, un gîte pour les courriers, une planque pour les agents « grillés » et le secrétariat du bataillon.

Une jeune Française sans permis de séjour régulier avait été embauchée par Reymen. Craignant qu'un vieux garçon fortuné ne s'en amourache et ne les déshérite, deux membres de sa famille dénoncent à la *Kommandantur* la présence illégale de la jeune Française. Le 8 mars 1918, les hommes de la *Polizeistelle* trouvent la résidence de Reymen à Wandre vide, mais des voisins un peu trop bavards signalent aux Allemands que Reymen se trouve peut-être à la villa des Hirondelles... Dans l'après-midi du 8, les policiers ennemis y font, sans l'avoir préparée, une razzia de choix : les deux frères Collard venus remettre leurs rapports, Paul Istas et Ferdinand Van den Berg alors en cavale, Rosa Comhaire et Jeanne Goeseels, ainsi que des documents de la 1<sup>re</sup> compagnie centralisés en vue d'être dactylographiés, et un très compromettant lot de 28 pistolets ! Ayant identifié les deux frères Collard, la *Polizei* remonte à « l'étape virtonaise », arrête leur père, les époux Bastin et l'abbé Arnould. Avec audace, Jeanne Goeseels, veuve vertueuse, réussit à persuader les agents ennemis que Van den Berg est son amant, qu'Istas l'accompagnait par pur hasard, innocentant de surcroît Rosa Comhaire et Ernest Reymen. Un « cambriolage » habile réussira à détruire ultérieurement à la villa ce qui avait échappé aux perquisitions et fouilles.

Les documents trouvés sur les frères Collard les incriminent totalement mais ils gardent le mutisme le plus complet en dépit des mauvais traitements. Le 2 juillet 1918, alors que la grande offensive allemande de la dernière chance a déjà reflué, le conseil de

guerre condamne à mort les frères Collard et leur père, Jeanne Goeseels et l'abbé Arnould ; les époux Bastin s'en tirent avec une dizaine d'années de travaux forcés. Les peines de Collard père, Jeanne Goeseels et l'abbé Arnould sont commuées en détention à perpétuité le 17 juillet, mais les frères, trop compromis, ne peuvent échapper à leur sort funeste. Le 18 à l'aube, ils sont les derniers exécutés au bastion de la Chartreuse, à l'heure même où l'offensive franco-américaine réduit les dernières poches allemandes laissées par la *Kaiserschlacht* (l'ultime offensive allemande). La dernière victime de *La Dame blanche* fut Églantine Lefèvre, morte en service commandé le 25 octobre 1918, à la veille de la victoire.

Ne nous attardons pas à chanter les louanges bien méritées d'un réseau dont la militarisation, la discipline rigoureuse, le cloisonnement étanche avaient fait le succès. Vingt ans plus tard, avec la même abnégation, on retrouvera Walthère Dewé, Herman Chauvin, le père Amiable, Arsène Scheurette, Anatole Gobeaux, Jeanne Goeseels, Thérèse de Radiguès et Franz Creusen prêts « à remettre ça » au sein du COB (Corps d'observation belge) et de ses continuateurs, les réseaux *Cleveland* et *Clarence*. En revanche, leurs « officiers traitants » britanniques de la Grande Guerre auront un sort moins glorieux : Dalton se suicidera après avoir été accusé de détournement de fonds, et le capitaine Landau, qui essayait de monnayer ses souvenirs auprès des éditeurs au mépris de la règle d'or d'une *omerta* rigoureuse, sera banni de Grande-Bretagne pour avoir publié en 1935 le livre intitulé *Secrets of the White Lady*, donnant des listes de noms qui gênaient fort les services britanniques tentant de reconstituer les réseaux qui les avaient si bien aidés.

L'oubli, sauf pour des figures emblématiques comme Gabrielle Petit, et l'ingratitude recouvrirent rapidement les acteurs de la guerre secrète, qui connaissaient sans doute trop de secrets de guerre. « Un SR ne défile jamais sous l'Arc de Triomphe », comme le disaient les Français...

## Léon

Expert auprès du Co

Le lieutenant-colonel  
1899. Il a 17 ans et  
devoir et de la patrie  
tera de manière fra

Une enfance s  
bien trempées

Garçon studieux  
avoir fréquenté l'



Cet article repose sur  
transmis par ceux-ci en  
militaire, CDH et Matr